

ENTRE UNE DEMANDE TRÈS FORTE  
ET UNE OFFRE EN SOUFFRANCE

## Une loi pour réguler le marché locatif

*Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a révélé que son département œuvre à légiférer les loyers de logements en Algérie dans le cadre du projet de loi sur la promotion immobilière. Le ministre a révélé que le nouveau projet de politique de logement orientera et accompagnera les promoteurs immobiliers à même d'investir dans le secteur du logement locatif, à travers le projet de loi portant amendement de la loi sur la promotion immobilière. P 3*



SERVICES FINANCIERS ET  
COUVERTURE BANCAIRE

**L'Algérie a réalisé des  
«résultats  
encourageants»**

Le ministre des Finances, Laaziz Faid a affirmé, jeudi à Alger, que son secteur avait enregistré des résultats encourageants en matière d'amélioration de services et de renforcement de la couverture bancaire par rapport aux années précédentes, en consécration de l'inclusion financière, et ce grâce aux efforts des établissements financiers, appelant à consentir davantage d'efforts tout en s'adaptant aux derniers développements sur le plan international.

P 3

TRAVAUX PUBLICS

**L'Inspection générale  
chargée de contrôler  
tous les projets routiers**



Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a affirmé, jeudi à Alger, avoir chargé l'Inspection générale relevant de son ministère de contrôler tous les chantiers et tronçons routiers des projets réalisés et de ceux en cours de réalisation.

P 4

NESDA

**Près de 9.900 projets  
financés en 2023**

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (National Entrepreneurship Support and Development Agency) « NESDA » a financé près de 9.900 projets en 2023. C'est ce que le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, a annoncé avant-hier jeudi à Alger.

P 5

**Afrika®**  
**AgroFood**  
SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE

**20 > 23 MAI 2024**

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

COÏNCIDE AVEC

**SIPSA®**  
**FILAHÀ**  
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,  
DE L'ELEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

**DJAZAUA®**  
SALON DE LA PÊCHE DURABLE &  
DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES

## BOUMERDES

## Production de près de 650 tonnes de poisson au 1er trimestre 2024

La filiale halieutique (pêche et aquaculture) de la wilaya de Boumerdes a produit près de 650 tonnes de poisson durant les trois premiers mois de l'année 2024, a indiqué, mercredi, la direction locale de la pêche et des ressources halieutiques. La quantité de poisson produite durant le premier trimestre de l'année en cours, a connu "une augmentation de 8%, soit l'équivalent de 46 tonnes" par rapport à la même période de l'année dernière qui a enregistré une production de près de 600 tonnes de poisson, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Cherif Kadri. Le plus gros de la quantité de poisson produite émane de la pêche, avec environ 500 tonnes, et le reste, soit plus de 100 tonnes, sont le produit de l'aquaculture des cages flottantes en mer et des barrages et bassins d'eau destinés à l'irrigation agricole, a-t-il précisé. L'amélioration de la production du poisson à Boumerdes est expliquée par les conditions climatiques favorables qui ont encouragé les pêcheurs à augmenter leurs sorties en mer, mais aussi par l'amélioration des conditions de travail des pêcheurs, le démarrage de l'exploitation de nouveaux projets aquacoles et le développement de la flotte de bateaux de pêche qui a atteint environ 700 bateaux, selon la même source.

## CAMPAGNE 2024 DE PÊCHE AU THON ROUGE

## Les précisions du ministre Badani

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a annoncé, jeudi à Alger, que la campagne de pêche au thon de 2024 débutera fin mai prochain, en notant que le quota de l'Algérie avait été fixé cette année à 2 046 tonnes, soit 23 tonnes de plus que l'année précédente.

Par Slimane T

Avec 34 navires mobilisés cette année contre 32 en 2023, la flotte nationale entend renforcer sa position dans ce secteur à forte valeur ajoutée. Selon les précisions du ministre, un plan prévoyant l'augmentation de la capacité de pêche de cinq navires supplémentaires a été approuvé. Ceci permettra, dira-t-il, de booster les exportations nationales estimées à 27 millions de dollars pour ce type de poisson. Présidant une rencontre d'évaluation du bilan d'activité du secteur durant le premier trimestre de 2024, au siège de la Direction de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya d'Alger, en présence des cadres centraux et locaux, le ministre a cité, dans ce cadre, la participation de 30 étudiants de divers établissements de formation en tant que stagiaires à bord de navires de pêche au thon dans les spécialités de la pêche et de la mécanique, ainsi que de l'inscription du projet de la première ferme algérienne d'enrichissement du thon dans la wilaya de

Tlemcen, d'une capacité initiale de 950 tonnes. Dans sa présentation du bilan d'activité du secteur, le ministre a évoqué la réalisation de six (6) nouvelles fermes d'aquaculture marine au cours des trois (3) premiers mois de l'année 2024, portant à 77 le nombre total de fermes de ce type, et de trois (3) fermes d'aquaculture en eau douce, portant à 55 le nombre total de fermes de ce type au niveau national, ainsi que le lancement de 49 nouveaux projets. Il a aussi fait état de l'ensemencement, au cours de la même période, de plus de 23 millions d'alevins dans des cages flottantes, avec comme objectif l'ensemencement de 30 millions d'alevins en 2024.

Concernant la construction de navires destinés à la pêche en haute mer, 11 grands navires sont actuellement en cours de construction, dont un navire de 42 mètres de long, et ce, pour la première fois en Algérie, a fait savoir le ministre, ajoutant que deux navires avaient été réceptionnés au cours du premier trimestre de 2024.

Dans une déclaration, en marge de la ren-

contre, le ministre a annoncé la réception prochaine des dossiers des pêcheurs et des professionnels désirant bénéficier des incitations introduites par la loi de finances pour l'exercice 2024. Il s'agit notamment de l'importation de moteurs et de navires d'occasion de moins de cinq ans, ainsi que des incitations fiscales et financières pour les activités d'aquaculture, a rappelé le ministre, invitant les intéressés à se rapprocher des services de la pêche au niveau national pour obtenir plus d'informations et déposer leurs dossiers. Il a assuré que ces incitations auront un «impact positif sur le développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture».

Par ailleurs, le ministre a affirmé que le dossier de réouverture de l'exploitation du corail rouge en Algérie, à l'étude au niveau de son département ministériel, était en bonne voie. « Cette étude sera bientôt présentée et débattue au niveau du Gouvernement, dont le lancement effectif de cette activité est attendu à partir du deuxième semestre de cette année ».

## TRANSPORT FERROVIAIRE

## Programme global de modernisation et de développement des réseaux

Le ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana, a évoqué, jeudi à Alger, le lancement d'un programme global de modernisation et de développement des réseaux ferroviaires, susceptible d'augmenter la vitesse des trains et de réduire la durée des dessertes. Lors d'une séance plénière du Conseil de la na-

tion, consacrée aux questions orales, M. Zahana a souligné que dans le cadre de l'intérêt particulier accordé par l'Etat à la modernisation et au développement des réseaux ferroviaires, la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a obtenu, au titre de l'exercice financier 2023-2024, les affectations financières nécessaires

pour assurer la maintenance des structures de base des réseaux ferroviaires. A cet effet, le ministre a affirmé le lancement d'un programme global "urgent" de recensement et de traitement des points noirs au niveau des réseaux ferroviaires, en vue d'augmenter la vitesse des trains, de réduire la durée des dessertes, et d'accroître leur

nombre. Les appels d'offres pour le choix des maîtres-d'oeuvre ont été lancés, a-t-il ajouté. M. Zahana est revenu, en outre, sur le programme de renforcement de la flotte de la société en locomotives et wagons motorisés, valable jusqu'en 2040 pour répondre aux besoins d'exploitation futurs. Par ailleurs, et par souci

de réduire les accidents de la route, le ministre a affirmé que son département aspirait "à élaborer une feuille de route, dans les prochains jours, pour sensibiliser les opérateurs dans le domaine du transport urbain de personnes et marchandises, aux risques des accidents, l'objectif étant d'en réduire l'impact".

## REMISE DES PRIX DU CONCOURS NATIONAL D'ÉDUCATION ENVIRONNEMENTALE

## Le «Groupe Algérie Télécom» sponsor de la cérémonie

Le "Groupe Algérie Télécom" a le plaisir d'annoncer son parrainage de la cérémonie de remise des prix du Concours National d'Éducation Environnementale, tenue pour sa première édition sous le thème "Notre environnement, notre avenir", organisée par le Ministère de l'Environnement et des Énergies Renouvelables. Monsieur Khaled ZARAT, Président-Directeur Général du Groupe Algérie Télé-

com, a eu l'honneur d'assister à cet événement aux côtés de membres du gouvernement, de conseillers du Président de la République, ainsi que de plusieurs personnalités nationales. Plus de 698 participants ont pris part à la réalisation d'un documentaire abondant des problématiques environnementales, organisée par le Ministère de l'Environnement en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la

Recherche Scientifique, le Ministère de l'Éducation Nationale, et le Ministère de la Formation et de l'Enseignement Professionnels.

Cette manifestation vise à sensibiliser et à promouvoir les valeurs de l'éducation environnementale dans tous les milieux éducatifs, de formation et universitaires. Elle vise également à encourager et intensifier de telles initiatives pour accroître la sensibilisation environnementale

chez les générations futures, à éveiller et développer leur conscience environnementale, à les guider vers l'adoption de comportements favorables à l'environnement, et à renforcer l'esprit de compétition dans le domaine environnemental, au niveau des écoles, des universités et des institutions de formation, les incitant ainsi à participer de manière spontanée et durable aux actions environnementales.

Quotidien économique

Les Enjeux  
EcoÉdité par la  
SARLLes enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

## Gérant

Belmihoub  
AbdelazizDirecteur de  
publication

Radji Zahir 001700000003889 09

## Siège social

03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Saïd, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005

## Impression

Centre : SIA

## Distribution

Centre:  
les enjeux Eco«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale  
de Communication, d'Édition et de Publicité»Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

ENTRE UNE DEMANDE TRÈS FORTE ET UNE OFFRE EN SOUFFRANCE

# Une loi pour réguler le marché locatif

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a révélé que son département œuvre à légiférer les loyers de logements en Algérie dans le cadre du projet de loi sur la promotion immobilière. Le ministre a révélé que le nouveau projet de politique de logement orientera et accompagnera les promoteurs immobiliers à même d'investir dans le secteur du logement locatif, à travers le projet de loi portant amendement de la loi sur la promotion immobilière.

Par Réda Hadi

En ce qui concerne la question de la location en tant qu'alternative pour alléger la demande de logements, Mohamed Tarek Belaribi a expliqué que la question ne peut être abordée que dans une approche large et globale.

Il a également souligné que «le nouveau projet de politique du logement concrétisera plusieurs étapes liées à la garantie de l'accès au logement, pas nécessairement par le biais de la propriété», notamment à travers la formule de location. D'autant, a-t-il souligné que «le principe de l'accès à un logement décent est une priorité absolue, conformément au 28ème engagement du Président de la République».

Le marché locatif est une «jungle» estiment beaucoup de personnes (particulièrement les jeunes mariés), qui disent que dans le marché locatif en Algérie, c'est la loi du plus fort qui est appliquée et dénoncent un «acharne-

ment» contre les locataires.

A cause de la cherté des locations, et du manque d'offres, les prix sont inaccessibles, et peu se permettent une provision de 40 millions (en moyenne) pour payer l'année de location d'un F2, à Alger par exemple. L'écueil le plus important est le prix déraisonnable exigé qui dépasse, souvent, de plusieurs fois le SNMG.

A Alger, par exemple, il est «quasiment impossible» de trouver un appartement à moins de 35 000 DA. Les locataires se demandent sur quelles bases sont fixés les prix, alors que le bail ne devrait guère dépasser le tiers du salaire moyen.

Une raison qui a poussé le Ministre de l'Habitat de l'Urbanisme et de la Ville, à vouloir légiférer en la matière. A cet égard, a précisé le ministre, la promotion immobilière privée locative est encouragée par des incitations fiscales en faveur des promoteurs, en concrétisant le principe d'accessibilité. Mohamed-Tarek Belaribi a précisé que «cette formule

favorisera la mobilité d'un logement à l'autre en fonction des revenus mensuels de la famille, en plus d'encourager et de promouvoir le marché locatif et de protéger les propriétaires à travers la législation afin de proposer à la location des logements inoccupés». Le ministre a rappelé que «le parc immobilier est, essentiellement, composé du Logement public locatif «LPL» (1.538.000 unités) financé entièrement par le Trésor public, et du Logement sous la formule location-vente «AADL» (plus de 811.000 unités), subventionné par l'État.

Durant la période allant de 2020 à 2024, 1.246.000 logements ont été livrés, dont plus de 404.000 LPL et plus de 427.000 logements AADL, soit 67% du parc livré, indique le ministre, notant que réalisations ont eu un impact positif sur les prix du loyer au niveau national et contribué grandement à la régulation du marché locatif. Il faut préciser aussi que le marché locatif en Algérie, est pratiquement livré à lui-même.

SERVICES FINANCIERS ET COUVERTURE BANCAIRE

## L'Algérie a réalisé des «résultats encourageants»

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a affirmé, jeudi à Alger, que son secteur avait enregistré des "résultats encourageants" en matière d'amélioration de services et de renforcement de la couverture bancaire par rapport aux années précédentes, en consécration de l'inclusion financière, et ce grâce aux efforts des établissements financiers, appelant à consentir davantage d'efforts tout en s'adaptant aux derniers développements sur le plan international. Intervenant lors d'une Journée d'information sur l'inclusion financière et l'épargne, organisée par l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), M. Faïd a fait état d'une hausse du nombre d'agences bancaires jusqu'à 1.734 à fin 2023 avec 6.500 points de vente pour les compagnies d'assurance, outre 4.000 agences relevant d'Algérie poste, soulignant qu'il s'agissait d'espaces "proposant des services financiers à travers lesquels nous œuvrons quotidiennement à renforcer l'inclusion financière". Organisée en partenariat avec l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR) et le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), cette rencontre coïncide avec la célébration la Journée arabe de l'inclusion financière (27 avril).

Selon M. Faïd, une hausse avait également été enregistrée en termes de comptes épargnes qui ont atteint 12 millions à fin 2023, d'un montant total de plus de 3.600 milliards de DA, affirmant que «ces chiffres sont encourageants par rapport aux

dernières précédentes, grâce aux efforts colossaux consentis par l'ensemble des établissements financiers en vue de promouvoir la qualité des services aux niveaux requis».

A ce propos, il a appelé à l'impératif de renforcer l'utilisation des moyens modernes de numérisation et d'intelligence artificielle (IA), eu égard à leur grande efficacité et capacité à changer la nature des services financiers classiques pour améliorer les transactions et réaliser l'inclusion financière et le développement économique.

**Les ressources collectées auprès des banques s'élèvent à 14.917 milliards de DA**

Dans le même sillage, M. Faïd a insisté sur l'importance de l'activation du domaine du marketing et de la communication afin de mieux faire connaître les produits et services financiers et promouvoir tous les produits financiers en impliquant les médias qui jouent un rôle central dans la diffusion de l'information.

De son côté, le gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb, a mis en avant l'importance de l'épargne en général pour le système financier de toute économie et son rôle dans le financement des investissements. Il a, d'autre part, précisé que les ressources collectées par les banques actives sur la place à fin 2023 ont augmenté de 2,66% pour atteindre 14.917 milliards de DA contre 14.530 milliards fin 2022. Selon les chiffres avancés par M. Taleb, les dépôts hors hydrocarbures ont également

augmenté de 4,24% à la fin de l'année écoulée, par rapport à la fin de l'année 2022, tandis que les dépôts à terme sont passés de 7.585 milliards DA à la fin de l'année 2022 à 8.012 milliards DA à décembre 2023, soit une hausse de 5,63%.

S'agissant des ressources enregistrées par les banques dans le cadre de l'activité de la finance islamique, le rythme de la croissance a été maintenu, le chiffre de 445 milliards DA enregistré en 2021 est passé à 554 milliards DA en 2022, puis à 678 milliards DA à fin 2023, avec "une augmentation considérable atteignant les 25% en 2022, puis 22% en 2023", selon le gouverneur de la Banque d'Algérie.

M. Taleb a incité les établissements bancaires à aller de l'avant dans le développement et la diversification de leurs produits et services, étant l'une des principales incitations au développement de l'épargne, soulignant que ce dernier est à son tour l'un des éléments de la consécration de l'inclusion financière et que "la qualité des services bancaires constitue le principal levier du développement de l'épargne, d'autant que la loi sur la monnaie et le crédit réserve une place particulière au principe de la protection des déposants et des épargnants".

Le gouverneur de la Banque centrale a indiqué dans le même contexte que l'activation de l'épargne "améliorera l'efficacité de la politique monétaire", ajoutant que l'épargne constituait "une base essentielle de la stabilité économique et de la prospérité à long terme".

ENERGIE

## Examen des opportunités de coopération entre Sonelgaz et l'AFD

Le PDG du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal a reçu, jeudi à Alger, la Directrice régionale de l'Agence française de développement (AFD) pour l'Afrique du nord, Mme Cécile Couprie, avec laquelle il a examiné les opportunités de coopération entre les deux parties, indique un communiqué du groupe. La réunion qui s'est déroulée à la Direction générale de Sonelgaz, en présence de cadres dirigeants du groupe et de la représentante de l'AFD en Algérie, intervient "dans le cadre du soutien du partenariat étranger de Sonelgaz et de la promotion de sa stratégie de développement à l'échelle internationale", ajoute le communiqué. A cet effet, M. Adjal a exprimé l'intérêt accordé par le groupe au renforcement de la coopération avec l'AFD, pour le développement d'études et de solutions, en matière de stockage d'énergie, de développement de l'hydrogène vert et de numérisation des réseaux. Il a souligné, dans ce sens, la forte capacité de production d'électricité de l'Algérie, laquelle représente, selon lui "un grand défi pour le groupe en termes de méthodes de conversion d'énergie, à travers l'élaboration d'un modèle efficace de consommation d'énergie, d'autant que les capacités de production dépassent de loin les moyennes de consommation". D'autre part, le premier responsable de Sonelgaz a évoqué le projet d'exportation de l'électricité vers l'Italie par voie maritime, un projet dont la réalisation nécessite des partenaires étrangers pour assurer le financement au titre d'un partenariat respectant le principe gagnant-gagnant, selon le communiqué. De son côté, Mme Couprie, a exprimé l'importance accordée par son AFD à la coopération avec Sonelgaz dans tous les volets proposés, soulignant que l'Europe est considérée parmi les régions nécessitant le plus d'énergie aussi bien le gaz que l'électricité. Elle a salué, en outre, "la crédibilité et le grand sérieux" caractérisant le groupe, qui en fait, selon elle, "un partenaire important" pour l'Agence française, conclut la même source.

AVEC LA  
PARTICIPATION DE  
15 EXPOSANTS  
**Le premier  
Salon dentaire  
MDEX s'ouvre à  
Oran**

La première édition du Salon dentaire MDEX a été ouverte, jeudi, au Centre des conventions d'Oran, avec la participation d'une quinzaine d'exposants, dont des clubs scientifiques actifs dans le domaine de la formation.

Organisée par l'agence "Insolite Pro", cette première édition, qui s'adresse aux professionnels de la médecine et de la chirurgie dentaire, a connu dès la matinée une forte affluence de dentistes, prothésistes et étudiants en chirurgie dentaire, a souligné la co-organisatrice du Salon, Mezeghrani Chahinaz.

"En plus des exposants qui présentent du matériel dentaire de dernière génération, nous avons concocté un programme de conférences et ateliers très riche et varié, avec un accès libre pour les professionnels et les étudiants", a-t-elle expliqué. Le programme a été élaboré en partenariat avec les universités d'Oran, Sidi Bel Abbès et Sétif, et ce, pour mieux répondre aux attentes et aux besoins des professionnels et des étudiants, avec des thématiques d'actualité.

En plus des spécialistes et experts algériens, certaines conférences et ateliers seront animés par des spécialistes étrangers, venus d'Italie, de France, de Tunisie et de Lybie, a souligné Mme Mezeghrani.

Cette édition est marquée par la forte participation des clubs scientifiques et des associations, (5 clubs et 2 associations), notamment le Club Adjuvare de l'Université d'Oran, le Club Sylvius de l'Université de Sidi Bel Abbès, l'Association nationale algérienne de l'économie de la santé et "The Algerian association of oral health and periodontology".

## TRAVAUX PUBLICS

# L'Inspection générale chargée de contrôler tous les projets routiers

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a affirmé, jeudi, avoir chargé l'Inspection générale relevant de son ministère de contrôler tous les chantiers et tronçons routiers des projets réalisés et de ceux en cours de réalisation.

Lors d'une plénière au Conseil de la nation consacrée aux questions orales, M. Rekhroukh a estimé nécessaire de veiller à la réalisation, à la méthode de réalisation et à la qualité de l'étude en

lui accordant une grande importance pour ne pas avoir à revenir à la réhabilitation de ces tronçons après une courte période.

Dans ce sillage, il a souligné que le secteur avait donné de nouvelles orientations en termes d'études, prenant en compte les normes techniques actuelles, la densité du trafic et les différents facteurs qui peuvent affecter la qualité de la route, après avoir constaté un relâchement de la part de certains bureaux d'études dans les opéra-

tions de contrôle. Il a, en outre, ajouté que les travaux du secteur s'articulaient autour de la modernisation des routes, ce qui rend la structure de la route plus conforme à la densité du trafic et au poids lourd, en vue d'augmenter la durée de vie des routes, a-t-il dit. M. Rekhroukh a fait savoir, à ce propos, que le secteur prendra en charge la fourniture des appareils de pesage des véhicules pour résoudre ce problème, notamment dans les wilayas du Sud.

## COOPÉRATIVE EMS DE L'UPU

## L'Algérie nommée à la présidence du Conseil d'administration

L'Algérie a été nommée à la présidence du Conseil d'administration de la Coopérative EMS de l'Union postale universelle (UPU), lors de l'Assemblée générale de cette coopérative tenue en avril dernier à Berne (Suisse), indique jeudi un communiqué du ministère de la Poste et des Télécommunications.

"Suite à l'Assemblée générale de la Coopérative EMS de l'Union postale universelle, tenue en avril

dernier à Berne (Suisse), le représentant de l'Algérie, M. Nabil Bennisaid, Directeur général d'EMS Champion Post Algeria, a été nommé à l'unanimité en tant que nouveau président du Conseil d'administration de la Coopérative EMS de l'UPU", précise le communiqué.

Cette instance comprend des représentants du Japon, de la Chine, des Etats-Unis, de Singapour, du Canada, de la Roumanie, des

Pays-Bas et du Sénégal.

Le représentant de l'Algérie avait auparavant été élu membre du Conseil d'administration de la Coopérative EMS, devenant ainsi le premier représentant d'un pays arabe au sein de ce conseil.

Dans le cadre de sa présidence du Conseil d'administration de la Coopérative EMS de l'UPU, le représentant de l'Algérie sera "chargé de définir et de gérer le programme stratégique de la coopéra-

tive, conformément aux exigences économiques des pays membres, en sus d'accélérer le rythme de croissance dans d'autres domaines économiques via les plateformes numériques du courrier express".

L'UPU est la deuxième plus ancienne organisation mondiale relevant des Nations Unies. Sa coopérative spécialisée dans le courrier express compte 175 pays, rappelle le communiqué.

## SONATRACH

## Signature d'un protocole d'entente avec la société omanaise OQ Exploration & Production

Le groupe Sonatrach a signé, à Mascate (Sultanat d'Oman), un protocole d'entente (MoU), avec la société omanaise OQ Exploration & Production, portant lancement de discussions sur les opportunités de coopération dans les activités d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures, a-t-il indiqué dans un communiqué.

La cérémonie de signature s'est déroulée, hier mercredi, en présence du PDG du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, ainsi que le directeur exécutif d'OQ Exploration & Production, Ahmed Al-Azkawi, a précisé la même source.

"Ce protocole permettra à Sonatrach et à OQ

Exploration & Production, d'engager des discussions qui porteront sur les opportunités de coopération dans les activités d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures", est-il indiqué dans le communiqué.

La signature de ce MoU confirme "les ambitions de Sonatrach de développer la coopération à l'international dans le secteur Oil & Gas et dans le secteur des énergies nouvelles, ainsi que de renforcer davantage le partenariat avec les sociétés omanaises à travers l'échange mutuel d'expériences et d'expertise", ajoute-t-on.

La société OQ Exploration & Production est l'une des filiales de OQ Global Integrated Energy Company dans le Sultanat d'Oman, opérant dans le secteur de l'énergie, avec une forte présence dans 17 pays.

Ses activités couvrent l'ensemble de la chaîne de valeur, depuis l'exploration et la production de pétrole et de gaz, en passant par le raffinage et la pétrochimie, jusqu'aux produits finis, leur distribution et leur commercialisation dans plus de 80 pays du monde, a-t-on souligné de même source.

### SALON INTERNATIONAL DES TRANSPORTS ET DE LA LOGISTIQUE

#### La SNTF présente à la 7<sup>e</sup> édition

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), a pris part, à la 7<sup>e</sup> édition du Salon international des transports et de la logistique (Logistical) à Oran, à travers la Direction centrale du transport de marchandises, et les deux filiales de la société, "Rail Logistic" et "Stim" (Société de Transport Intermodal de Marchandises) spécialisées dans les solutions logistiques globales, a indiqué, jeudi, un communiqué de la société. Cette édition, qui s'étale sur une semaine à partir de jeudi, et organisée par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), sous le patronage du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, s'inscrit "dans le cadre des orientations du Gouvernement relatives au développement et à la modernisation du secteur des transports et de la logistique, dans le but de contribuer de manière efficace au développement de l'économie nationale et au renforcement des exportations hors hydrocarbures".

#### Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

## Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات  
MINISTRE DU COMMERCE  
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية  
MINISTRE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 24 أبريل 2024  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 avril 2024

Produits	Prix du détail <sup>2</sup>			المنتجات
	معدل	أعلى	أدنى	
	Moyenne	Maximum	Minimum	
Pomme de terre	87	99	76	البطاطا
Tomate	76	86	65	الطماطم
Oignon sec	116	126	107	البصل الجاف
Ail sec	462	538	385	الثوم الجاف
Carotte	77	86	67	الجزر
Navet	96	105	87	لفت
Chou-fleur	182	200	164	قرنبيط
Choux	83	95	72	كرنب
Courgette	93	104	83	الكوسة
Haricot vert	326	349	302	الفاصولياء الخضراء
Laitue	98	108	87	السلط
Pomme locale	475	593	357	التفاح المحلي
Datte	544	673	416	التمر
Orange	173	212	133	البرتقال
Citron	154	173	136	الليمون
Banane	426	439	414	الموز
Viande bovine locale	1709	1823	1595	لحم البقر المحلي
Poulet de chair	434	447	421	الدجاج
Œufs (Unité)	19	21	18	البيض (وحدة)
Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

## NESDA

# Près de 9.900 projets financés en 2023

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (National Entrepreneurship Support and Development Agency) "NESDA", a financé près de 9.900 projets en 2023. C'est ce que le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, a annoncé avant-hier jeudi à Alger.

S'exprimant lors d'une conférence de presse après la cérémonie d'installation du nouveau directeur général de l'agence, qui s'est déroulée en présence de cadres du ministère, M. Oualid a fait savoir que «la réception des dossiers au sein de l'agence n'a pas connu de ralentissement, et que plus de 9.900 projets ont été réceptionnés l'année dernière par l'agence».

Il s'agit de dossiers déposés précédemment, a-t-il dit, soulignant que son département ministériel a décidé de ne pas accepter de nouveaux dossiers par l'agence durant la période écoulée, afin d'examiner tous les dossiers en attente et de passer à l'adoption de nouveaux mécanismes et conditions de sélection et de financement des projets, notam-

ment à travers la restructuration de la commission de sélection des projets. La nouvelle stratégie de l'agence repose sur l'examen des dossiers d'une manière "strictement économique" et non administrative, afin de passer d'une culture de quantité à une culture de qualité en investissant dans de véritables entrepreneurs, notamment à travers l'adoption d'une grille de notation permettant de financer les projets de manière objective, précise le ministre. Il a révélé que «l'agence sera restructurée de l'intérieur» afin que son organisation soit en conformité avec celle des institutions financières et des banques, dans l'objectif de l'ériger en un dispositif chargé d'étudier le marché, de gérer les portefeuilles et de suivre les projets financés.

En ce qui concerne les créances non performantes accordées aux jeunes par les banques nationales dans le cadre du programme précédent (ANSEJ), le ministre a indiqué qu'ils seront rééchelonnés avec l'intervention de la Direction générale du Trésor public, soulignant que le rééchelonnement constitue «une deuxième chance» pour ces jeunes ainsi que pour l'agence de traiter ce dossier ayant «pesé sur elle». M. Oualid a également souligné l'importance de tirer des enseignements des "erreurs" commises dans le passé, notamment en ce qui concerne la manière de financer les projets et de gérer l'agence, et ce, dans le souci d'"investir les fonds publics pour créer de la richesse et fournir des solutions, et rien d'autre". Pour sa part, le

nouveau DG de l'Agence, Bilal Achacha a souligné dans son allocution l'importance des missions qui lui sont confiées et qui portent sur le développement de l'Agence pour en faire une source de richesse et contribuer à la diversification de l'économie nationale, précisant que la stratégie d'action "sera basée sur une étude réaliste et objective, avec l'aide de tous les cadres centraux et locaux". Titulaire d'un diplôme supérieur d'études bancaires de l'Ecole supérieure de banque (ESB), M. Achacha est diplômé de l'Institut de financement du développement du Maghreb en Tunisie, et a occupé plusieurs postes de responsabilité au sein du ministère des Finances et d'institutions publiques, telles que Algérie Poste.

## ENTREPRENEURIAT

## Près de 42.000 inscrits pour l'obtention de la carte d'auto-entrepreneur

Près de 42.000 demandes ont été enregistrées sur la plateforme digitale mise en ligne janvier dernier par le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, pour l'obtention de la carte de l'auto-entrepreneur, a indiqué jeudi à Alger le ministre du secteur Yacine El-Mahdi Oualid. S'exprimant lors d'un panel à l'occasion d'une Journée d'étude sur l'inclusion financière organisée par l'Association des banques et établissements financiers (Abef), M. Oualid a précisé qu'"jusqu'à aujourd'hui, pas moins de 41.764 auto-entrepreneurs se sont inscrits via cette plateforme qui connaît un succès assez impor-

tant". Le ministre a fait part, dans ce contexte, de son souhait d'atteindre la barre des 500.000 inscrits d'ici la fin de l'année en cours, avec la progression actuelle du rythme des inscriptions. "Ces chiffres témoignent de l'engouement que les gens ont pour le statut de l'auto-entrepreneur en vue de formaliser leurs activités, tout en bénéficiant de nombreux avantages notamment d'ordre fiscal", a souligné M. Oualid notant que le lancement de ce dispositif constituait "l'une des plus importantes démarches prises par les pouvoirs publics depuis de longues années en vue de consacrer l'inclusion financière de cette catégorie". Pour rappel, le statut de l'auto-entrepreneur

permet à son détenteur d'ouvrir droit à plusieurs avantages, notamment l'exemption de l'obligation de disposer d'un local et de s'inscrire au registre du commerce, la possibilité d'ouvrir un compte bancaire, ainsi qu'un régime fiscal préférentiel, étant soumis au régime d'impôt forfaitaire unique (Ifu) avec un taux de 0,5% du chiffre d'affaires, prévu dans la loi de finance 2024, mais aussi une couverture sociale via la CASNOS. Les activités éligibles au statut d'auto-entrepreneur concernent les domaines du conseil, de l'expertise et la formation, des services numériques et activités connexes, les prestations à domicile, les services à la personne, les services de loisirs et récréation,

les services aux entreprises, ainsi que les services culturels, de communication et d'audiovisuel. Dans le cadre de ce dispositif dédié à l'appui de l'entrepreneuriat des jeunes, les pouvoirs publics ont mis en place l'Agence nationale de l'auto-entrepreneur (ANAE), qui se charge notamment d'établir et de gérer le registre national de l'auto-entrepreneur à travers une plateforme d'inscription électronique. Elle vise à contribuer à la régulation des nouvelles activités économiques, en particulier dans le domaine de la numérisation et à promouvoir l'esprit entrepreneurial en facilitant l'accès des jeunes à l'auto-emploi et en les encourageant à s'intégrer dans l'écono-

mie formelle. Soulignant, par ailleurs, les étapes franchies par l'Algérie dans la numérisation et "la démocratisation des solutions financières" aussi bien dans le domaine bancaire que dans les assurances, le ministre a affirmé que le nouveau projet de loi des assurances, actuellement en cours de finalisation, apporte plusieurs nouveautés notamment dans le volet lié aux insurtech. Ainsi, ce nouveau cadre juridique permettra, une fois promulgué, aux startups d'investir dans le secteur des assurances en proposant de nouvelles technologies et solutions aux compagnies d'assurances classiques.

R. E.

## AGRICULTURE

## Le rôle de la recherche dans la production de semences de qualité souligné

Le rôle "fondamentale" des laboratoires et des institutions de recherche agronomique dans l'amélioration des semences et leur adaptation aux exigences climatiques a été souligné jeudi à Alger, à l'occasion d'une Journée portes ouvertes sur les activités de la Ferme de démonstration et de production de semences (FDPS). "L'Algérie n'importe plus de semences de céréales depuis plus de 30 ans grâce à ces instituts qui ont su préserver les variétés locales et développer de nouvelles variétés adaptées aux conditions climatiques et résistantes aux maladies", s'est félicité la directrice générale de l'Institut technique des grandes cultures (ITGC), Houria Bounder, à l'occasion de cette Journée portes ouvertes sur les activités de la FPDS, située à Oued Smar, relevant de l'institut. Mme Bounder a rappelé le programme de production de semence mis en place depuis les années 1990 qui a permis de

mettre fin à leur importation de l'étranger et de préserver les souches locales caractérisées par leur résistance à la sécheresse et aux maladies. Ce programme de multiplication de semences à partir des semences locales vise à assurer une sécurité alimentaire "durable", a-t-elle souligné. Elle a expliqué que l'ITGC qui dispose de neuf fermes de démonstration et de production de semences (FDPS) réparties équitablement à travers les régions du Centre, de l'Est et de l'Ouest a pu produire plusieurs variétés de semences de blé adaptés aux conditions climatiques du pays à partir de semences souches. En plus des semences céréalières, Mme Bounder a fait savoir que l'ITGC se penche également sur le développement des semences de lentilles, de pois chiche et récemment de graines oléagineuses. Pour sa part, le directeur de la FDPS, Omar Kherif, a rappelé que l'Algérie compte plus de 170 variétés de

semences céréalières certifiées par le Centre national de contrôle et certification des semences et des plants (CNCC). "Ces variétés, développées et adaptées aux conditions climatiques, sont plus résistantes aux différentes maladies, avec des rendements appréciables", a-t-il affirmé, en expliquant que la production de nouvelles variétés se fait à travers le croisement des semences qui ont un haut potentiel de rendement avec des semences de souches résistantes aux fléaux agricoles. "Cela nous permet d'avoir des semences plus rentables et plus résistantes à la sécheresse", a-t-il fait valoir. Quant à la durée nécessaire pour la production d'une nouvelle variété de semences, "elle varie entre 12 et 15 années", a-t-il indiqué, en précisant que ces semences sont expérimentées avant leur homologation par le CNCC. M. Kherif a par ailleurs souligné le rôle des FDPS dans la préservation de certaines variétés

de blé locaux très rares dont le blé de Béliouni, Mohamed Ben Bachir, Heddab et Djenah Kh'tifa, précisant que ces souches mères, utilisées pour l'amélioration de nouvelles variétés de semences, sont cultivées dans les pépinières de l'ITGC. Présent à cette journée, le directeur adjoint de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), Rachid El Bouyahiaoui, a estimé que le programme national pour le développement des céréales, notamment le blé a porté ses fruits grâce à la contribution des céréaliculteurs, dont certains, encadrés par les instituts spécialisés, sont devenus des agriculteurs multiplicateurs de semences. Par ailleurs, il a mis en avant le rôle de la banque des gènes, qui sera inaugurée prochainement à l'INRA, dans la préservation du patrimoine animal et végétal algérien et de certaines variétés et espèces menacées de disparition.

Agence

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET  
SCIENCES HUMAINES**Bordj Bou Arreridj terre  
d'un forum international**

L'université Mohamed El Bachir El Ibrahimi de Bordj Bou Arreridj a accueilli la sixième édition du forum international sur la transformation numérique et les applications de l'Intelligence Artificielle (IA) dans les sciences humaines et sociales, organisé par la faculté des lettres et des langues.

L'événement a réuni un panel de professeurs et de chercheurs algériens et étrangers, provenant de la Tunisie, la Libye, l'Égypte, la Palestine, l'Irak, le Liban, la Turquie et les États-Unis. Les intervenants ont exploré les liens entre les sciences humaines et sociales et les technologies numériques contemporaines. Ils ont souligné que l'IA reflète l'évolution de la recherche et constitue une exploration des nouveaux outils résultant des progrès scientifiques et des changements culturels. Cette évolution impacte les chercheurs, les poussant à s'adapter aux nouvelles normes qui transforment les anciens paradigmes scientifiques au sein des sciences humaines et sociales, a-t-on indiqué.

Le président du forum, Dr. Abdallah Bensafya, a expliqué que l'événement a soulevé un ensemble de questions, notamment sous la forme de sujets « jeunes ». Ces questions comprenaient une définition des concepts de l'IA et de ses applications dans les sciences humaines et sociales, en particulier dans le domaine académique. Il a également évoqué l'aspect éthique et juridique soulevé par cette technologie, ainsi que son impact sur la créativité et les nouveaux textes. De son côté, le recteur de l'université de Bordj Bou Arreridj, BouazaBoudaryassa, a souligné, dans son intervention, l'importance pour l'université de s'inscrire dans cette évolution.

Il a invité les scientifiques et chercheurs à se concentrer sur un saut qualitatif dans ces domaines, en conformité avec les nouvelles orientations du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ainsi qu'avec le programme du président de la République. Il a souligné que l'université accorde désormais la priorité à la science et à la technologie, ainsi qu'à l'approche des sciences humaines et sociales en utilisant le principe de l'IA. Il considère cette démarche comme une étape importante pour que l'université devienne une institution d'excellence.

TRAVAIL, EMPLOI ET SÉCURITÉ SOCIALE À TISSEMSILT

**Tous les indices sont  
positifs**

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, a donné, le coup d'envoi officiel des travaux d'extension du port d'Annaba et de réalisation d'un quai minéralier, inscrits dans le cadre du projet national de phosphate intégré.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a affirmé, jeudi à Tissemsilt, que tous les indices de son secteur dans cette wilaya "sont positifs". Le ministre a souligné, lors d'une visite de travail et d'inspection, que ces acquis sont le fruit d'une dynamique économique dans la wilaya dans différents secteurs d'activité, à la faveur du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ce qui s'est répercuté positivement sur le secteur de l'emploi en générant des postes de travail pour les jeunes.

M. Bentaleb a appelé, dans ce cadre, les responsables des instances du secteur dans la wilaya à préserver ces acquis et à fournir davantage d'efforts dans tous les domaines du secteur du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale.



Il a également suivi, dans le cadre de cette visite, des exposés sur plusieurs instances relevant de son département ministériel, dont le bilan du secteur dans la wilaya et des exposés sur les plateformes et services électroniques de nombre de directions et sur le taux de concrétisation du projet de numérisation de la Caisse nationale d'assurance sociale des salariés (CNAS), de la Caisse nationale de retraite (CNR), de la Caisse nationale des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACO-BATPH), ainsi que l'Agence de wilaya de l'emploi.

Le ministre a poursuivi sa visite dans la wilaya de Tissemsilt où il a inauguré le nouveau siège de l'antenne du Fonds national de péréquation des œuvres sociales (FNPOS) et inspecter les sièges des agences de la CNAS et de la CNR.

GESTION DES BIENS COMMUNAUX À BATNA

**Vers l'optimisation des ressources financières**

Une réunion de la commission des affaires économiques s'est tenue, au siège de l'Assemblée Populaire Communale (APC) de Batna, dans le but d'étudier la situation générale des biens communaux non exploités au chef-lieu de wilaya. Des procédures juridiques seront prochainement entamées pour les exploiter afin de renforcer les ressources financières de la commune, a-t-on appris. Plusieurs structures ont suscité un grand intérêt lors de cette réunion, notamment le marché hebdomadaire de voitures et de bétail dans le

quartier de Kechida, le marché de Laouaouta, le marché couvert du quartier des 1.200 logements, le jardin d'enfants de Bouzourane, le cinéma du quartier Kemouni, les locaux du camp, l'hôtel de l'Est, les bibliothèques municipales et le théâtre de plein air. La séance de travail s'est conclue par un certain nombre de propositions pour leur exploitation conformément aux lois en vigueur. Les dépenses de la commune ont été particulièrement prises en considération, en premier lieu celles réservées au budget de fonctionnement, destinées au paiement des sa-

laire du personnel de l'APC, à l'équipement, à la consommation en énergie électrique évaluée à plus de huit milliards annuellement, à l'aménagement urbain, au paiement des fournisseurs ainsi qu'aux aides accordées aux diverses associations sportives.

A noter que les recettes communales de Batna proviennent principalement des taxes, de la location du marché de bestiaux, de l'abattoir, ainsi que des locaux et autres biens appartenant à la municipalité. Cependant, une mentalité axée sur le « socialisme » peut avoir un impact

négligeable sur les capacités de l'APC à répondre aux besoins croissants en matière de gestion des écoles, des routes, des réseaux d'approvisionnement en eau potable, de l'éclairage public et de la propreté de la ville. Dans ce contexte, les élus multiplient leurs efforts pour gérer les affaires communales avec les moyens financiers dont ils disposent, en attendant d'éventuelles subventions de l'État. Ces ressources supplémentaires seraient principalement allouées à la réalisation de nouveaux projets de développement.

TISSEMSILT

**Une ferme pilote pour la culture de tournesol**

La ferme-pilote "Chawki-Rabah", implantée dans la commune de Ammari (wilaya de Tissemsilt), a été retenue pour le lancement prochain de la culture de tournesol dans cette collectivité des Hauts-plateaux de l'Ouest", a-t-on appris de la direction locale des Services agricoles (DSA). Selon le chef du service Organisation de la production et appui technique, relevant de la DSA, Mouhad Mâammar, l'opération ciblera, dans sa première phase, une superficie de près de 20 hectares pour un rendement prévisionnel de 5 kg à l'hectare, en utilisant une qualité de semence hybride. La même source, qui a pré-

cisé que la culture de cette plante oléagineuse bénéficiera de l'appui technique devant être assuré par les techniciens de la DSA, a annoncé qu'elle sera pratiquée, à l'avenir, sur une superficie de plus de 100 hectares, dans le cadre du programme de développement des plantes oléagineuses pour la saison agricole 2023-2024 dans la wilaya de Tissemsilt, en application des recommandations de la réunion du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, en mars dernier. M. Mâammar a, d'autre part, fait savoir qu'une journée de sensibilisation a été organisée à l'initiative de l'Institut technique des grandes cultures, sis

dans la commune de Sebaïne (wilaya de Tiaret), en présence des représentants de la DSA, de la Chambre de l'agriculture de Tissemsilt et de la Coopérative de céréales et des légumes secs (CCLS), pour vulgariser ce type de culture auprès des agriculteurs désireux d'adhérer à ce programme, ainsi que les mesures incitatives qu'il contient, notamment celle relative à la garantie de commercialisation du produit.

La même source a précisé que ces mesures sont accordées aux agriculteurs ayant signé des conventions de partenariat avec une entreprise privée couvrant l'ensemble de l'itinéraire tech-

nique (labours, ensemence, épandage d'engrais, récolte), ainsi que les modalités d'appui technique et la mise à leur disponibilité, à titre gracieux, des semences, et ce avant la livraison de la production à l'entreprise partenaire, le tout assorti de la possibilité de bénéficier de crédits "R'fig" et d'autres mesures incitatives. Il convient de signaler que la moisson du tournesol est effectuée, durant la période juin-juillet, sachant que la teneur en huile de chaque plante est estimée entre 25 et 50%. Le tournesol est connu pour être une plante résistante à la sécheresse et pour sa consommation "modérée" de l'eau.

## DIRIGEANTS

# L'enjeu de l'intelligence collective

Les chefs d'entreprise négligent souvent le rapport au temps et de la capacité à collaborer avec des opinions divergentes dans les comités exécutifs, pourtant cruciaux pour le pilotage stratégique en période de crises.

Marie Lacroix et Gaëtan de Lavilleon

**D**es faillites en augmentation de 35 % en 2023, un contexte économique et politique incertain, des problèmes d'attractivité des talents... De nombreux indices devraient pousser les entreprises à se questionner sur leur résilience face aux prochaines transformations, intelligence artificielle en tête. Dans ce contexte si volatil, l'habileté de la direction à piloter l'entreprise sera déterminante. Et ce constat pose une question essentielle : au-delà d'une somme des compétences individuelles, qu'est-ce qui rend un comité de direction performant, quel que soit le contexte ? Parmi les nombreuses façons de répondre à cette question, deux enjeux essentiels semblent parfois laissés de côté dans ces instances : le rapport au temps et la capacité à collaborer.

Pour piloter efficacement, encore faut-il avoir du temps pour les réflexions stratégiques. Or, selon un baromètre BPI France, 70 % des dirigeants et dirigeantes de PME-ETI aimeraient y consacrer plus de temps. Du point de vue du cerveau, ce sentiment peut s'expliquer de deux manières. D'une part, la mémoire de travail – espace mental qui nous permet de traiter consciemment l'information est limitée, même pour des dirigeants. A la croisée de multiples sources d'information, ceux-ci peuvent



fréquemment se retrouver en situation de surcharge mentale, et dans l'incapacité de libérer des ressources cognitives pour des tâches demandant plus de réflexion. D'autre part, le pouvoir provoque une augmentation du sentiment d'autosuffisance, créant la perception que les choses seront mieux faites par soi-même. Il est ainsi courant que ces derniers aient du mal à s'éloigner de l'opérationnel, et donc à libérer du temps pour des réflexions plus stratégiques.

Second enjeu : la possibilité de bien collaborer au sein des comités de direction. Elle permet de réduire le risque de mauvaises décisions et d'augmenter la

potentialité d'innovation. Si le cerveau humain est un organe social, qui se nourrit des interactions, il dispose également de nombreuses limites ou biais, qui peuvent entraver l'aptitude à créer, innover ou décider ensemble. Le premier levier pour contrer cela est notre « capital social », à savoir les liens sur lesquels on peut s'appuyer pour obtenir de l'aide ou de la validation. Plus ce capital est fort, plus il sera facile d'adopter le point de vue de ses pairs, de leur apporter du soutien, d'accepter leurs contradictions, etc. Pour le développer, il suffit de mieux se connaître, et donc de partager des moments informels. Malheureusement, entre frénésie du quotidien

et culte de la performance, passer du temps ensemble sans parler de travail peut être négligé dans ces enceintes. Le second levier pour contourner certains biais est de cultiver un climat de sécurité psychologique dans l'équipe. Pour que l'intelligence collective émerge, il est fondamental que les opinions divergentes s'expriment.

Pour cela, les membres du collectif ne doivent pas se sentir jugés lorsqu'ils émettent des opinions, avis, idées. Une façon de favoriser cela est de poser un cadre dans lequel les opinions contraires sont non seulement reconnues, mais surtout valorisées pour ce qu'elles sont : un moyen de remettre en question les idées, de lever les incertitudes, et d'ouvrir la voie à de nouvelles solutions. Pour que les dirigeants d'entreprise puissent construire une stratégie efficace et adaptative, ils et elles doivent donc questionner leurs pratiques de gestion du temps et repenser les interactions au sein de leurs instances de décision. Il est ainsi nécessaire d'y optimiser les interactions formelles et informelles, de sorte à en faire un espace de confiance, d'entraide, et de libre circulation des opinions et avis. Sans cela, les urgences de chacun continueront à prendre le dessus sur l'innovation, limitant la capacité d'adaptation aux transitions actuelles et futures.

(\*) docteurs en neurosciences et cofondateurs de CogX.

Source : Les Echos

## Les éléphants et nous

Par Gaspard Koenig, philosophe

**L**e président du Botswana, irrité par les critiques de Berlin sur la chasse aux éléphants, a proposé d'envoyer gracieusement 20.000 d'entre eux en Allemagne.

Quelques semaines auparavant, son gouvernement avait fait une offre similaire au Royaume-Uni en suggérant d'introduire 10.000 éléphants à Hyde Park. Les Européens pourraient ainsi mieux comprendre les enjeux de la cohabitation entre l'homme et les pachydermes. « Ce n'est pas une blague », a ajouté le chef d'Etat botswanéen, Hannibal des temps modernes.

Le scandale du trafic de l'ivoire mérite bien sûr des réponses plus sérieuses et je doute que les pauvres bêtes se plaisent beaucoup sous nos latitudes. J'aimerais néanmoins, en guise d'expérience de pensée, prendre le président du Botswana au sérieux et imaginer, le temps d'une chronique, le débarquement de dizaines de milliers d'éléphants sur le sol européen, accueillis à Marseille, Hambourg et Southampton sous les vivats des ONG.

Hannibal et Romain Gary

Dans son roman « Les Racines du ciel »,

Romain Gary fut l'un des premiers à prendre la défense des éléphants menacés. Il y avait dans le combat fou de Morel, personnage idéaliste non dénué d'ambiguïté et de pulsions egomaniaques. A travers le plus corpulent, le plus auguste des animaux sauvages, porteur de réminiscences préhistoriques, Morel voulait aussi sauver la liberté humaine. Il souhaitait préserver « une marge humaine, un monde, quel qu'il soit, où il y aurait de la place même pour une telle liberté maladroite et encombrante ».

Et si le déferlement des éléphants en Europe réveillait cette marge humaine, cet indéfinissable besoin d'errance à la lisière des lois et des conventions, si difficile à satisfaire dans un univers ultra-normé ? Voici les éléphants lâchés dans nos villes et nos campagnes. Étrangement, ils sont peu présents sur les réseaux sociaux. Le premier réflexe face à ce colosse plus haut qu'une maison et plus lourd qu'un camion, c'est la stupeur. On ne pense même plus à sortir son portable pour faire le buzz sur TikTok. On reste bouche bée, entre frayeur et admiration. Dans la rue se forment spontanément des groupes d'hominidés, observant, commentant, riant et criant face à l'arrivée des pachydermes, seuls capables d'arracher nos esprits aux écrans. Insensibles aux grillages et intimidant les

véhicules, les éléphants traversent les autoroutes et les voies ferrées. Ils interrompent constamment le flux vertigineux de nos déplacements et de nos échanges. On apprend à vivre avec les retards, les hasards, les détours. Jusqu'à ce spectacle incongru lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques : une horde d'éléphants se baigne dans la Seine, perturbant la chorégraphie si bien répétée. Quelques nageurs athlétiques plongent à leur rencontre, tandis que les perchistes bondissent au-dessus de leur dos et que les handikayakistes glissent entre leurs jambes. Succès mondial.

### Folie destructrice

Evidemment, les éléphants font aussi des ravages. Mais il faut leur reconnaître un certain discernement dans leur folie destructrice. Frustrés de ne rien trouver à manger dans les zones commerciales, si pauvres en arbres et buissons, ils mettent à sac les grandes enseignes dont les tôles volent comme des fétus de paille. Agacés par les flashes des écrans lumineux publicitaires, ils brisent avec leurs défenses ces icônes de notre surconsommation. Attirés par un espace ouvert qui leur rappelle la savane, ils gambadent dans les monocultures industrielles. On remarque alors un phénomène étrange : les ministres

sont pris d'un mal inconnu. On les voit se dandiner avec inconfort. Petit à petit, les journalistes les plus affûtés remarquent que sous leur pantalon une queue d'éléphant. Leurs éléments de langage sont peu à peu brouillés par de confus barrissements. Ménageant soudain un espace pour la « marge humaine », les politiques publiques prennent un cours différent. L'obsession de l'autorité laisse place à la confiance dans les citoyens. Voilà que l'autonomie est accordée aux Corses, que les professeurs sont libres de choisir leur pédagogie, que les collectivités locales retrouvent compétences et ressources propres, que les chemins « privés » sont ouverts aux randonneurs, et que la démocratie prend vie dans des assemblées de village ou de quartier. Morel pressentait que son entreprise était vouée à l'échec et il est probable que, si un cargo plein d'éléphants s'approchait de nos côtes, le ministre de l'Intérieur s'assurerait qu'il soit renvoyé à son expéditeur. Mais la candeur de Morel est aussi ce qui permet aux racines du ciel de continuer à pousser. Peut-être suffit-il de rêver à ces éléphants pour se sentir un peu plus libre ?

Source : Les Echos

## MAURITANIE

**L'UE annonce 210 millions d'euros pour la gestion de la migration**

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé un financement de 210 millions d'euros pour la gestion de la migration, dans le cadre d'une coopération renforcée avec la Mauritanie. Elle a également indiqué que, dans le domaine de la sécurité, l'Union européenne allait porter son soutien à 40 millions d'euros cette année, notamment pour équiper un nouveau bataillon censé sécuriser la frontière avec le Mali et lutter contre le terrorisme.

« Votre accueil vous honore » « L'insécurité et le manque d'opportunités économiques dans la région poussent beaucoup de gens à la migration. Cette migration les amène souvent en premier lieu en Mauritanie. [...] À ce titre, votre accueil de quelque 150 000 réfugiés maliens qui fuient la violence dans leur pays vous honore », a déclaré von der Leyen lors d'une conférence de presse conjointe avec le président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani.

## ABU DHABI

**Veolia va construire une usine de dessalement**

Le groupe français Veolia annonce le gain d'un contrat pour concevoir une des plus grandes usines de dessalement au monde qui alimentera plus de 200 000 foyers en eau potable aux Emirats arabes unis. La mise en service est prévue pour 2025.

Alors que la ressource en eau se raréfie, même dans les pays qui bénéficiaient d'un climat tempéré comme la France, le développement du Moyen-Orient a largement été lié aux technologies de dessalement depuis les années 80. Et cela continue. Le champion mondial des services à l'environnement, Veolia, vient de remporter un contrat de 300 millions d'euros aux Emirats Arabes Unis (EAU). Il va prendre la tête, via sa filiale SIDEM, d'un consortium en charge de l'ingénierie, de l'approvisionnement et de la construction d'une usine de dessalement à Abu Dhabi.

## LES PRODUITS «HALAL» EN TUNISIE

**Un vrai coup de pouce pour les exportateurs**

1.500 milliards d'euros... ce sont les prévisions, en valeur, des dépenses de produits alimentaires «Halal» dans le monde pour 2025. Un montant extrêmement alléchant certes, pour beaucoup d'industriels intéressés par la production de produits destinés aux musulmans.

Ce marché de l'alimentation «Halal» est une mine d'or avec un immense potentiel de croissance. Comme le bio avant lui, ce marché de niche a su trouver sa cible grâce à la publicité, à une bonne place dans les rayons des surfaces de vente et au développement de marques bien repérables pour les consommateurs. Le «Halal» est-il donc encore simplement une niche, ou représente-t-il plus que cela ? Comme beaucoup de pays dans le monde, la Tunisie s'intéresse de plus en plus aux produits «Halal». L'essor du halal, loin de simplement répondre à une aspiration religieuse, est devenu un marqueur identitaire, avec la complicité des industriels de l'agroalimentaire, mais pas que ! Présentée comme l'organisation commerciale d'une pratique ancestrale, l'économie du «Halal» est en réalité le fruit d'une démarche lancée, il y a moins de cinquante ans, par des industriels principalement occidentaux, en lien avec des instances islamiques. Le phénomène est devenu si massif qu'il se répercute sur la population non musulmane, consommant, souvent sans le sa-



voir, de plus en plus de produits censés être uniquement destinés à un marché «de niche».

Pour la Tunisie, et selon les derniers chiffres disponibles, entre 2018 et 2024, la demande de ces denrées a augmenté de 6,5%. Cette mention s'est largement élargie pour toucher divers produits. Il s'agit principalement des viandes, des

volailles, des produits de la mer, des fruits et légumes, des produits laitiers, des céréales, des huiles et des graisses, des confiseries.

100 entreprises industrielles

Ce marché est en train de gagner du terrain pour toucher encore plus de produits, à savoir les produits cosmétiques, les produits pharmaceutiques, le tourisme, la mode, le secteur des finances. Sont également concernés plusieurs services comme le transport, le tourisme, l'assurance, l'emballage, le stockage, le logistique...

Il est à mentionner que plus de 100 entreprises industrielles et nationales ont obtenu un certificat «Halal», depuis 2013, dans plus de 20 secteurs. Ce marché recèle d'importantes opportunités pour les entreprises industrielles tunisiennes opérant dans le secteur des industries agroalimentaires pour adapter leurs produits, attirer cette catégorie de consommateurs, et conquérir de nouveaux marchés, leur permettant de relancer les exportations et d'en diversifier les destinations ; en engrangeant une plus grande plus-value

## ARABIE SAOUDITE

**L'aéroport saoudien d'AlUla accueille le premier vol direct en provenance de Jordanie**

L'aéroport international d'AlUla a accueilli son premier vol Royal Jordanian Airlines, avec l'ouverture d'une nouvelle ligne directe depuis Amman.

«UnlockingAlUla: Votre voyage commence!», a déclaré la compagnie nationale sur X. «Nous élargissons notre réseau d'itiné-

raires en ajoutant AlUla comme cinquième destination en Arabie saoudite avec deux vols hebdomadaires.»

Le lancement de cette nouvelle liaison au départ de l'aéroport international Queen Alia reflète l'intérêt croissant pour AlUla, qui s'enorgueillit d'un riche patrimoine et d'une nature diversi-

fiée, et accueille divers événements tout au long de l'année. Les vols permettront aux gens de redécouvrir le lien historique entre les deux régions.

SaudiArabian Airlines a récemment élargi ses itinéraires pour relier AlUla à l'Europe, avec des vols directs depuis Paris. Gulf Air assurera également deux

vols par semaine entre Manama et AlUla

Des vols directs vers AlUla sont également disponibles depuis Dubaï, Doha, Le Caire et plusieurs villes du Royaume. AlUla s'est fixé pour objectif d'accueillir 2 millions de visiteurs par an d'ici à 2035.

## IRAK

**10 milliards \$ d'investissements chinois**

La Chine a investi plus de 10 milliards de dollars en Irak. Aucun autre pays situé sur les «nouvelles routes de la soie», ce vaste programme d'infrastructure hors de la Chine, n'a bénéficié d'un tel montant, selon une étude chinoise publiée mercredi. Des chiffres à manier avec précaution, mais qui illustrent l'intérêt grandissant de Pékin pour le monde arabe et le Moyen-Orient.

L'Irak a reçu davantage que la Serbie et l'Indonésie, arrivées respectivement en deuxième et troisième position des pays où la Chine a mis le plus d'argent sur la table pour construire des infrastructures. Des fonds qui serviront essentiellement à reconstruire les infrastructures

pétrolières, comme une grande centrale à fioul à Kerbala. Mais Pékin participe aussi à la réhabilitation de l'aéroport de Nassiriya (dans le sud du pays), et à la construction de 1 000 écoles.

Après les grandes dépenses des années folles du programme des «nouvelles routes de la soie» (depuis le début en 2013 jusqu'en 2019), et les tumultes économiques liés à la pandémie de Covid-19, Pékin a décidé de revenir aux fondamentaux. Les autorités veulent donner la priorité à des investissements clairement profitables, comme ceux qui ont trait à l'énergie.

La Chine a, ainsi, passé des accords avec un grand nombre de pays producteurs de pétrole - Iran, Arabie saoudite, Vene-

zuela, Équateur - ces dernières années. En 2024, l'Irak semble, cependant, avoir été le grand gagnant de la politique de diversification des sources d'approvisionnement.

Mais les prêts chinois accordés à l'Irak illustrent, de manière plus générale, un intérêt de plus en plus marqué pour le Moyen-Orient et le monde arabe. Les investissements dans cette région ont augmenté de 360 % en 2021, alors qu'ils sont en repli dans la plupart des autres parties du monde, soulignent les chercheurs du Green Finance and Development Center

Avec ces investissements l'Irak est devenu le 3<sup>ème</sup> fournisseur de pétrole de la Chine.



## MINES

# La baisse des prix du lithium refroidit les espoirs du secteur en Afrique

Le fléchissement continu des cours du minerai utilisé dans les batteries des véhicules électriques pourrait conduire à des retards dans les calendriers de développement de certains projets en Afrique, même si les compagnies concernées n'ont pas communiqué jusque-là à ce sujet.

Les perspectives baissières des prix du lithium pourraient pousser les pays africains positionnés sur la chaîne de valeur de ce minerai critique et les compagnies minières qu'ils accueillent à réduire leurs ambitions en ce qui concerne les recettes escomptées et à modifier les calendriers de développement de plusieurs gisements, selon un rapport publié le 25 mars dernier par Ecofin Pro, la plateforme de l'agence Ecofin dédiée aux professionnels.

Intitulé « Lessor du lithium en Afrique sera ralenti par des conditions de marché défavorables », le rapport rappelle que le boom des ventes des véhicules électriques (VE) est le principal facteur qui a entraîné la hausse de la demande du lithium et de son cours, car le minerai est largement utilisé dans les batteries de ces véhicules. Selon les données du cabinet d'étude de marché Rho Motion, les ventes mondiales de VE (entièrement électriques ou hybride) ont augmenté de 31% en 2023. Cette croissance est cependant inférieure à celle de 60% enregistrée en 2022. Dans le même temps, la production chinoise de batteries a dépassé la demande mondiale. Malgré cette tendance baissière de la demande, l'offre de lithium a continué d'augmenter créant un excédent sur le marché. Conséquence : les prix du carbonate de lithium ont connu une baisse significative passant d'un record de 81 360 dollars par tonne en novembre 2022 à 20 782 dollars par tonne en février 2024, soit le niveau le plus bas affiché sur une période de deux ans. Les prix de l'hydroxyde de lithium en Chine sont passés d'environ 81 500 dollars la tonne en janvier 2023 à environ 22 500 dollars la tonne en novembre 2023, selon l'Institut américain d'études géologiques (United States Geological Survey/USGS). Cet organisme indique également que les prix du spodumène (6% d'oxyde de lithium) en Australie sont passés d'environ 6000 dollars la tonne en janvier 2023 à environ 2500 dollars la tonne en novembre de la même année.

## Des prévisions pessimistes sur le moyen terme

La baisse des prix du minerai gris argenté devrait se poursuivre sur le moyen terme. Dans une note de recherche publiée le 5 mars 2024, Goldman Sachs a indiqué que les prix du lithium devraient enregistrer une baisse de 25% durant les douze prochains mois. La banque d'investissement américaine explique cette nouvelle prévision par un fléchissement de la demande émanant de l'industrie des VE dans les pays occidentaux et une offre excédentaire. En 2025, Goldman Sachs anticipe une baisse du marché du lithium à son niveau le plus bas, avec le carbonate de lithium à 13 377 dollars la tonne, l'hydroxyde de lithium à 14 263 dollars la tonne et le spodumène 6% à 1 250 dollars la tonne.

S&P Global prévoit, quant à elle, que les prix du lithium devraient commencer à se stabiliser à partir de 2025 à mesure que l'excédent se réduira. Selon les prévisions de la firme datant de novembre 2023, le prix annuel moyen du carbonate de lithium devrait par exemple se stabiliser de 2024 à 2027, en restant dans un intervalle compris entre 20 000 et 25 000 dollars la tonne.

En Afrique, les bonnes perspectives du prix du lithium, censé profiter du boom des VE, faisaient partie des raisons majeures qui ont poussé les Etats et plusieurs compagnies minières à multiplier les projets pour concrétiser rapidement le potentiel de plusieurs gisements. Dans un précédent rapport paru il y a quelques années, Ecofin Pro recensait 13 pays africains, y compris la RD Congo, le Mali ou encore le Ghana, positionnés sur la chaîne de valeur du lithium avec une volonté de saisir les opportunités offertes par le marché.

D'après les prévisions de la banque suisse UBS la production africaine devrait doubler, alimentée par des projets au Zimbabwe. Alors que l'entrée du gisement de

Manono en RD Congo est freinée par une action en justice intentée par la société AVZ Minerals contre la compagnie congolaise Cominière auprès de la Chambre de commerce internationale, le Mali prévoit de rejoindre le club des producteurs de lithium au premier semestre 2024, grâce au gisement de Goulamina. Au Ghana, la société Atlantic Lithium, qui a obtenu un permis d'exploitation du gisement de lithium Ewoyaa en octobre 2023, s'est engagée à commencer la production commerciale dans un délai de 24 mois, à compter de la ratification du titre minier par le Parlement ghanéen.

## Menaces sur les recettes attendues

L'exemple de ces trois pays montre que les conséquences de la baisse des cours du lithium sur le marché international ne sont pas encore directement perceptibles sur les projets de lithium en cours en Afrique. Les compagnies opérant sur ces projets doivent, pour certaines, faire face à d'autres défis opérationnels qui retardent leurs travaux, alors que les autres qui sont encore loin de la phase de production ne s'inquiètent pas encore outre mesure de l'état du marché.

Pourtant, si les perspectives à long terme du marché du lithium restent reluisantes, les niveaux actuels de prix assez bas sont préoccupants, surtout pour les entreprises qui ne l'avaient pas prévu, à en croire Adam Megginson, un analyste cité par le média INN.

« Un environnement de prix constamment plus bas [...] peut suspendre certaines des sources d'approvisionnement les plus coûteuses et éliminer les projets prévus plus coûteux fondés sur des prix élevés », a-t-il indiqué.

Un point de vue qui laisse penser qu'on pourrait assister à des retards dans les calendriers de développement de certains projets en Afrique, même si les compagnies concernées n'ont pas communiqué jusque-là à ce sujet.

## CÔTE D'IVOIRE

## Signature prochaine d'un accord avec l'UE sur le commerce du bois légal

En Côte d'Ivoire, le bois transformé est l'une des principales sources de revenus d'exportation de l'agroforesterie. Alors que la pression exercée par l'exploitation illégale des forêts s'intensifie, le gouvernement promet une gestion durable du secteur.

Le ministre ivoirien des Eaux et Forêts, Laurent Tchagba doit parapher le 19 février, à Bruxelles, en Belgique, l'Accord de partenariat volontaire sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et le commerce du bois et produits dérivés (APV-FLEGT) avec la Commission européenne, apprend-on de l'Agence ivoirienne de presse (AIP). Il s'agit d'un accord international bilatéral entre l'UE et un pays exportateur de bois, dont le but est d'améliorer la gouvernance forestière du pays et de s'assurer que le bois importé au sein du bloc économique européen remplit toutes les exigences réglementaires du pays partenaire. L'accord, une fois conclu, engage les deux parties à ne commercer que des bois et produits dérivés dont la légalité est vérifiée.

Entamées depuis 2013, les négociations entre la Côte d'Ivoire et l'UE sur l'APV-FLEGT ont aidé la première économie de l'UEMOA à mettre sur pied plusieurs réformes juridiques et politiques dans le secteur forestier. Cela comprend la reconnaissance des droits de propriété des agriculteurs et des propriétaires terriens, la mise en place d'un cadre régissant l'agroforesterie et le renforcement des exigences en matière de planification, de gestion et de traçabilité forestière.

Il convient de noter qu'en dehors de la nation éburnéenne, 7 autres pays d'Afrique de l'Ouest et centrale se sont aussi engagés dans ce processus avec l'UE. Il s'agit du Ghana, du Libéria, du Cameroun, du Gabon, de la République centrafricaine, la République du Congo et la République démocratique du Congo (RDC). En 2021, la Côte d'Ivoire a exporté environ 241 000 tonnes de bois transformé d'une valeur de plus de 97,5 milliards Fcfa (160 millions \$), selon les données compilées par la BCEAO. Dans le pays, le gouvernement souhaite inverser la tendance de la déforestation avec pour objectif de doubler la couverture forestière à plus de 6 millions d'hectares à l'horizon 2030.

## KENYA

## La start-up Roam obtient 24 millions \$ pour accélérer la production de véhicules électriques

La plateforme de mobilité électrique Roam a levé en dettes et en equity des fonds auprès d'un groupe d'investisseurs pour son activité. Le financement soutiendra l'expansion des offres de mobilité électrique de Roam.

La start-up d'assemblage de motos et bus électriques basée au Kenya, Roam, a annoncé, la levée en fonds propres et en dettes, d'un financement de série A, atteignant 24 millions \$. Sur ce montant, le fonds de capital-risque EquatorAfrica a

mobilisé avec un groupe d'investisseurs, environ 14 millions \$. La société américaine de financement du développement (DFC) a apporté 10 millions \$ sous forme de prêt.

Cet investissement représente une source de motivation pour le projet de long terme de Roam, consistant à promouvoir l'utilisation de véhicules électriques en Afrique. La start-up en activité depuis 2017 prévoit d'étendre ses capacités de production et d'assemblage de motos

électriques au Kenya. Une partie du capital sera consacrée à la recherche et la rationalisation des chaînes d'approvisionnement locales et mondiales.

« Alors que l'Afrique s'oriente vers la technologie des véhicules électriques, nous sommes fiers de notre impact sur l'environnement et les moyens de subsistance au Kenya et sur l'ensemble du continent. Une étape importante vient d'être franchie pour Roam afin d'atteindre nos objectifs en matière de développement et

d'augmentation de mobilité pour nos clients », a commenté RajalUpadhyaya, directeur financier de Roam.

Au Kenya, le gouvernement a fait le choix de soutenir le secteur de la mobilité électrique en réduisant les taxes et impôts sur l'importation de certaines matières premières liées à la fabrication de véhicules électriques en 2023. Cette mesure a encouragé les start-up qui ont investi ce marché, à l'instar de BasiGo et de Roam.

EN ATTENDANT L'INDICE PCE AUX USA

# Le CAC 40 devrait rebondir à l'ouverture

La Bourse de Paris devrait ouvrir en hausse vendredi, soutenue par les bons résultats des groupes technologiques américains Microsoft et Alphabet et dans l'attente de la publication de l'indice PCE aux Etats-Unis, la mesure d'inflation préférée de la Réserve fédérale (Fed).

A 8h35, le contrat à terme sur le CAC 40 gagnait 74 points, soit 0,9%, selon les données du courtier IG.

Pour mars, l'indice PCE est attendu en hausse de 0,3% sur un mois, comme en février, et en augmentation de 2,6% sur un an, contre 2,5% en février, selon les estimations des économistes sondés par le Wall Street Journal.

Les investisseurs prendront également connaissance vendredi des données sur les dépenses et revenus des ménages américains pour mars et de l'enquête de confiance des ménages de l'université de Michigan.

Les agences d'évaluation financière Fitch et Moody's annonceront vendredi leur décision concernant la note de crédit de la France. Actuellement, le pays

est noté "AA-" par Fitch, avec une perspective stable, et "Aa2" par Mody's, avec une perspective stable également.

Du côté des entreprises de l'indice SBF 120, la saison des résultats se poursuit. TotalEnergies a publié un résultat net ajusté en repli au premier trimestre de 2024, en raison de la baisse des prix du gaz, qui n'a été que partiellement compensée par la hausse des marges de raffinage.

Airbus a publié des résultats inférieurs aux attentes au premier trimestre, mais a confirmé ses objectifs pour 2024.

Accor a publié un chiffre d'affaires en hausse au premier trimestre et a confirmé ses perspectives pour la période 2023-2027.

Vinci a confirmé ses perspectives pour 2024, après avoir fait état d'une progres-

sion de ses revenus au premier trimestre, dans un contexte favorable à ses concessions aéroportuaires.

Valeo a publié un chiffre d'affaires en légère baisse au premier trimestre, le groupe ayant pâti d'un ralentissement de la production de véhicules électriques en Europe et d'effets de change défavorables.

Rémy Cointreau a confirmé son objectif de marge opérationnelle courante pour l'exercice décalé 2023-2024, après avoir vu ses ventes annuelles souffrir du déstockage et d'une normalisation de la

consommation après la période de Covid.

Amundi a atteint un niveau d'encours sous gestion record de 2.116 milliards d'euros et publié un résultat net ajusté de 318 millions d'euros pour le premier trimestre, dépassant les attentes des analystes.

Safran, Sopra Steria, Vusion Group, Wendel, Unibail-Rodamco-Westfield (URW), Saint-Gobain, Groupe ADP, Nexity, Alten, Gecina et Seb ont également fait un point sur leur activité au cours des trois premiers mois de 2024.

## La Bourse de Tokyo stable avant la BoJ

La Bourse de Tokyo était proche de l'équilibre vendredi 26 avril en matinée, attentiste avant l'issue d'une réunion monétaire de la Banque du Japon (BoJ), où les commentaires de l'institution face à la chute du yen devraient être scrutés de près. L'indice vedette Nikkei stagnait (+0,07% à 37.655,47 points) vers 01h00 GMT, comme l'indice élargi Topix (-0,04% à 2.662,56 points).

Après avoir entamé en douceur la normalisation de sa politique monétaire le mois dernier, la BoJ ne devrait pas resserrer davantage son taux directeur vendredi, mais pourrait être contrainte d'adopter un ton un peu moins accommodant face à la dégringolade du yen, qui est redevenue préoccupante. Le ministre des Finances Shunichi Suzuki, qui s'exprime quasi quotidiennement sur le sujet ces temps-ci, a fait part vendredi de son inquiétude quant aux effets pervers du yen faible, mettant ainsi encore un peu plus la pression sur la BoJ. La Bourse de New York a terminé en baisse jeudi, plombée notamment par le ralentissement plus important que prévu de la croissance économique américaine au premier trimestre, conjugué à des signes de remontée de l'inflation, un cocktail inquiétant. Méga investissement de Honda au Canada Honda (-0,88%) a officialisé jeudi sa déci-

sion de construire une gigantesque usine de véhicules et batteries électriques au Canada, un projet de 11 milliards de dollars américains (10,2 milliards d'euros), le plus gros investissement dans l'automobile de l'histoire du pays. La production de cette usine devrait démarrer en 2028 et devrait avoir une capacité de production de 240.000 véhicules par an.

Toyota (-0,34%) a lui annoncé jeudi un investissement supplémentaire de 1,4 milliard de dollars dans l'une de ses usines aux États-Unis, située dans l'État de l'Indiana (Midwest), pour y fabriquer un futur SUV électrique.

Le yen retient son souffle avant la BoJ. Le cours dollar/yen était stable avant les décisions de la BoJ, attendues vers 03h00 GMT. Vers 01h00 GMT le dollar valait 155,63 yens, contre 155,65 yens jeudi à 21h00 GMT. Le cours de l'euro était également quasi inchangé, tant par rapport à la devise japonaise (166,93 yens, contre 166,98 yens la veille) que face au dollar (1,0726 dollar contre 1,0728 dollar la veille). Le pétrole était en hausse: vers 00h50 GMT le baril de WTI américain s'appréciait de 0,35% à 83,86 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord gagnait 0,36% à 89,33 dollars.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 25 Avril 2024  
Valeur : 29 Avril 2024

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	134.3232	134.3382
1	EUR EURO	144.0482	144.1180
1	GBP POUND STERLING	168.0300	168.1119
100	JPY JAPANESE YEN	86.2871	86.3134
1	CNY CHINESE YUAN	18.5348	18.5371
1	CHF SWISS FRANC	147.0424	147.1232
1	CAD CANADIAN DOLLAR	98.1823	98.2220
1	DKK DANISH KRONE	19.3149	19.3187
1	SEK SWEDISH KRONA	12.3780	12.3828
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12.2581	12.2618
1	AED UAE DIRHAM	36.5674	36.5815
1	SAR SAUDI RIYAL	35.8119	35.8187
1	KWD KUWAITI DINAR	436.3977	436.5882
1	TND TUNISIAN DINAR	42.4523	42.8790
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.2270	13.2285
1	LYD LIBYAN DINAR	27.4409	27.5814
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.5367	3.5371
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	176.8162	176.8162

## Wall Street plombée par Meta et la faible croissance américaine

La Bourse de New York a terminé en baisse jeudi, plombée par les prévisions jugées décevantes de Meta, quelques publications mitigées et un chiffre de croissance américaine dont la faiblesse a surpris.

Le principal indice boursier canadien a arraché un gain à la clôture, aidé par les métaux de base et l'énergie.

Pour Angelo Kourkafas, d'Edard Jones, les résultats de Meta (META), mercredi après Bourse, ont donné le la à la séance de jeudi. Le géant des réseaux sociaux a dépassé les projections du marché au premier trimestre, mais les opérateurs ont surtout retenu les prévisions du deuxième trimestre, considérées comme timorées.

Par ailleurs, le relèvement de la fourchette d'investissements pour l'exercice en cours a également déplié et le titre a plongé de 10,56% à 441,38\$US.

Le PDG Mark Zuckerberg a indiqué que le groupe de Menlo Park entendait faire de gros efforts financiers pour développer ses propres outils et modèles d'intelligence artificielle (IA). «Les prévisions de Meta pour le deuxième tri-

mestre font redouter aux investisseurs que les dépenses consacrées à l'IA amputent aussi les bénéfices d'autres actions technologiques», a expliqué, dans une note, Matthew Weller, de Forex.com. «Les attentes du marché sont si élevées pour la tech, que l'on assiste à un ajustement des valorisations», a commenté Angelo Kourkafas. Le léger manque d'allant de Meta a aussi pénalisé ses grands rivaux de l'IA, Microsoft (MSFT, -2,45% à 399,04\$US) et Alphabet (GOOG, -1,97% à 157,95\$US), qui publiaient leurs résultats après Bourse.

Déjà déstabilisée, la place new-yorkaise a franchement vacillé après que le département du Commerce a annoncé que la croissance n'avait atteint que 1,6% en rythme annualisé au premier trimestre, alors que les économistes attendaient 2,5%.

Pire, les éléments relatifs aux prix dans le rapport de jeudi ont montré une accélération de l'inflation, avec un taux de 3,7% contre 3,4% annoncé, en rythme annualisé.

«La combinaison d'une croissance bien en deçà des projections et d'un indice de prix au-dessus fait planer le spectre de la stagfla-

tion», situation économique redoutée, qui conjugue activité économique anémique et hausses de prix importantes, a résumé, dans une note, José Torres, d'Interactive Brokers. Mais après avoir frôlé le K.-O., Wall Street a recoupé une bonne partie de ses pertes en fin de séance.

«Les détails [du rapport sur la croissance] sont meilleurs que ne le laisse penser le chiffre principal», a indiqué Angelo Kourkafas.

La croissance de base, c'est-à-dire hors dépenses publiques, exportations et variation des stocks, a atteint 2,8%, un niveau beaucoup plus élevé que le chiffre global.

«L'économie ralentit, mais pas autant que l'on pourrait le croire en regardant à la surface des choses», a insisté Angelo Kourkafas.

Bien qu'ayant fait état d'une forte demande pour l'informatique à distance (cloud) et l'IA, IBM (IBM, -8,25% à 168,91\$US) a manqué la cible sur son chiffre d'affaires du premier trimestre et était également sanctionné.

Le groupe d'Armonk (État de New York) a par ailleurs annoncé, mercredi après Bourse, l'acquisition du spécialiste du cloud HashiCorp,

pour 6,4 milliards de dollars américains. Bien qu'introduit lors d'une séance mouvementée, le spécialiste de cybersécurité Rubrik a brillé pour ses débuts en Bourse (RBRK, +15,62% à 37,00\$US). Le groupe de Palo Alto, dont Microsoft est actionnaire, a levé quelque 752 millions de dollars américains lors de cette opération.

Ailleurs à la cote, Caterpillar a dérapé (CAT, -7,02% à 338,00\$US), après avoir indiqué une décélération de la demande, en particulier dans le secteur de la construction.

Le titre d'American Airlines (AAL) a pris 1,51% à 14,13\$US, malgré une perte plus lourde qu'espéré sur les trois premiers mois de l'année. Le directeur financier, Devon May, a indiqué que les réservations estivales dépassaient celles de l'an dernier.

Son concurrent Southwest a lui piqué du nez (LUV, -6,96% à 27,26\$US), après avoir également dévoilé une perte plus importante que prévu et annoncé des mesures visant à s'ajuster à un plus faible nombre d'appareils livrés par Boeing, notamment la suppression de quatre dessertes.

## ALLEMAGNE

# Berlin va réduire ses prévisions de croissance économique pour 2024 à 0,2 %

Le gouvernement allemand va réduire ses prévisions de croissance économique pour cette année et l'année prochaine à seulement 0,2 % et 1 % respectivement dans un rapport qui devrait être publié la semaine prochaine, selon deux sources ayant connaissance du dossier.

Les facteurs contribuant à cette baisse significative par rapport à la prévision d'octobre de 1,3 % pour cette année comprennent la faible croissance de l'économie mondiale et une décision de la Cour constitutionnelle allemande qui a fait sauter un trou dans le budget du pays, selon la source.

Pour 2025, Berlin prévoit une croissance économique de 1 %, en baisse par rapport à sa prévision précédente de 1,5 %, a indiqué une autre source, ajoutant que le gouvernement s'attend à ce que l'inflation tombe à 2,8 % cette année et à 1,9 % en 2025.

Un porte-parole du ministère de l'économie a déclaré mardi soir qu'il ne pouvait pas commenter les chiffres, ajoutant que le gouvernement ferait des commentaires lorsque le rapport officiel serait publié.

Dans un rapport mensuel distinct publié mercredi, le ministère a prévenu que la reprise attendue de la plus grande économie d'Europe pourrait

être encore retardée par des tensions géopolitiques, notamment en mer Rouge, ainsi que par une série de grèves à l'intérieur du pays.

Les sombres perspectives pour l'économie allemande en 2024 surviennent après que l'économie du pays se soit contractée de 0,3 % en 2023 sous la pression d'une inflation élevée, de taux d'intérêt en hausse et d'une économie mondiale faible.

Les instituts économiques Ifo et IfW ont tous deux revu à la baisse leurs prévisions les plus récentes pour 2024, tout en se montrant plus optimistes que le gouvernement : L'Ifo prévoit désormais une croissance économique de 0,7 %, contre 0,9 % précédemment, et l'IfW prévoit 0,9 %, contre 1,3 % précédemment. Ils prévoient de présenter de nouvelles prévisions en mars.

En revanche, l'association des entreprises allemandes BDI avait émis à la mi-janvier une prévision basse de croissance de 0,3 %, avertissant que

l'économie était "au point mort".

Une nouvelle prévision pour 2025 n'est pas attendue dans le rapport de la semaine prochaine. Le gouvernement, qui prévoyait une croissance économique de 1,5 % en octobre, devrait présenter une mise à jour de ce chiffre au printemps.

Le ministre allemand des finances, Christian Lindner, a déclaré dimanche que le gouvernement de coalition prévoyait de présenter un concept visant à renforcer la position de l'Allemagne en tant que site industriel au printemps, après que lui-même et le ministre de l'économie, Robert Habeck, aient averti à plusieurs reprises que le pays était en train de perdre sa compétitivité à l'échelle mondiale. (Reportage de Christian Kraemer, Holger Hansen et Rene Wagner, Rédaction de Miranda Murray, RihamAlkousaa et Victoria Waldersee ; Rédaction de Lisa Shumaker, Toby Chopra et ChizuNomiyama)

## EN 2024

## Une vingtaine de pays de l'Otan atteindront le seuil des 2% de leur Pib en dépense militaire

Une source proche de l'Otan affirme que cette année, une vingtaine d'entre eux atteindra cet objectif fixé en 2006 puis rappelée en 2014 lors d'un sommet de l'Otan. Les pays membres, dont 29 sur 31 sont européens, devaient se conformer à cette cible pour 2024.

Ce n'est pour l'heure qu'une estimation précise cette source qui révèle que des données précises seront dévoilées mercredi par le secrétaire général l'Alliance Jens Stoltenberg, lors d'une réunion des ministres de la Défense qui se tiendra à Bruxelles.

Une provocation "trumpienne" On ne sait pas encore quels pays atteindront la barre des 2%. En 2023, seulement neuf pays membres européens l'avaient atteint avec en tête la Pologne avec 3,9% de son pays consacrés au budget de défense. La France, 1,90%, est proche d'arriver à cet objectif qu'elle devrait atteindre en fin d'année, tandis que l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, l'Espagne ou les Pays-Bas sont loin derrière, selon les données publiées par l'Alliance Atlantique.

Cette augmentation des dépenses militaires a été rappelée la semaine dernière de façon tonitruante par l'ancien président américain Donald Trump. L'invasion russe en Ukraine, le 24 février 2022, a remis cette question au cœur des débats.

Lors d'un meeting de campagne, Trump a dévoilé une conversation qu'il aurait eue avec un dirigeant européen qui lui aurait demandé si les Etats-Unis protégeraient l'Europe si elle était attaquée par la Russie.

"Non, je ne vous protégerai pas. En fait, je les encouragerai à faire ce qu'ils veulent. Vous devez payer vos factures", lui aurait répondu l'ex-président probable candidat républicain pour la prochaine élection.

## UE

## La Commission européenne prévoit une augmentation vertigineuse de la demande de matières premières critiques

La transition verte de l'Europe a propulsé l'Union européenne (UE) dans une course mondiale aux matières premières critiques. La Commission européenne prévoit une augmentation vertigineuse de la demande, par exemple pour les terres rares et le lithium – respectivement jusqu'à 12 fois et 60 fois d'ici à 2050.

Les matières premières critiques proviennent principalement de l'extérieur de l'UE. La Commission a proposé, en mars 2023, une loi sur ces matières premières (Critical Raw

Materials Act, CRMA) comme pierre angulaire du plan industriel vert de l'UE, au côté du règlement pour une industrie « zéro net » (NZIA). Le CRMA, adopté en décembre 2023, vise à mettre en place des chaînes de valeur nationales pour ces matières dans les Etats membres. D'ici à 2030, l'objectif est de fournir au moins 10 % de la consommation annuelle de minéraux critiques de l'UE, d'en traiter au moins 40 % dans l'Union et de veiller à ce qu'au moins 25 % de ces minéraux proviennent du recyclage national, tout en

limitant les importations de chaque minerai à 65 % de la consommation annuelle de l'UE.

Le CRMA, tout comme le NZIA, met en évidence la dépendance excessive de l'UE à l'égard des chaînes d'approvisionnement externes. Or, l'infrastructure et les cadres législatifs existants dans l'Union ne permettent pas de soutenir la croissance de l'approvisionnement, du raffinage et du recyclage de ces matériaux à l'intérieur même des pays membres. Malheureusement, le CRMA ne s'attaque

guère à ces obstacles.

**Goulet d'étranglement**

Les études géologiques montrent que les réserves nationales de l'Europe peuvent satisfaire une partie substantielle de la demande de l'UE en minéraux essentiels. Sur la base de ces données, le CRMA attend des Etats membres qu'ils relancent les activités minières, notamment en identifiant des « projets stratégiques » qui bénéficieront d'un accès plus facile au financement et de procédures d'autorisation accélérées. Mais cette ambition se heurte

à la complexité des procédures d'autorisation au niveau national et, peut-être plus important encore, à une opposition publique profondément enracinée en Europe à l'égard des activités minières.

Le traitement des minéraux est un autre goulet d'étranglement important. Aujourd'hui, il n'existe qu'une seule installation de traitement des terres rares en Europe, basée en Estonie. Le recyclage pose également des problèmes, car il n'y a pas de collecte

## AGRICULTURE

## AgriLife Studio lève 25 millions d'euros pour lancer le futur de l'agriculture

Les cofondateurs d'AgriLife Studio ont annoncé la levée de 25 millions d'euros auprès d'investisseurs comme Bpifrance et Crédit Mutuel, pour financer le développement d'une quinzaine de start-up. Avec un concept : le « start-up studio », qui vise à accompagner le développement des

jeunes pousses dans la durée. Une première pour ce studio naissant qui implique Bpifrance, la banque publique d'investissement, via le fonds French Tech Accélération II de France 2030, mais aussi Crédit Mutuel Arkéa et Crédit Mutuel Alliance Fédérale, via le Fonds révolution environnementale

et solidaire. Un investissement « plutôt équilibré entre les trois investisseurs » aux dires de Pierre Gillet, directeur d'investissement French Tech chez Bpifrance. Si le projet est dirigé par ses deux cofondateurs, Priscilla Rozé-Pagès et Antoine Coutant, l'idée est d'ailleurs née chez Bpifrance. « Nous étions

là pour lancer le projet au démarrage, puis on s'est mis en position d'investisseur », explique Pierre Gillet, qui a recruté lui-même l'un des deux cofondateurs. La raison : si des start-up studios existaient en lien avec d'autres thématiques, aucun n'était consacré au milieu agricole.

HYUNDAI SANTA FE

# La gamme et les prix du rival coréen du Peugeot 5008

Une seule version hybride rechargeable cumulant 265 ch mais quatre niveaux de finitions et très peu d'options caractérisent la gamme du Hyundai Santa Fe. Ses prix oscillent entre 59 500 et 69 500 €.



**A**vec ses faux airs de Land Rover Defender, le cubique Hyundai Santa Fe présenté en novembre dernier et que nous avons l'opportunité d'essayer en Corée, en impose. Sa signature lumineuse pixelisée en H et son bandeau noir originalement implanté au bas de son hayon le distinguent néanmoins immédiatement et très clairement du baroudeur Britannico-Indien. Long de 4,83 m pour 1,72 m de haut et 1,90 m de large, ce SUV capable de transporter 7 passagers tient sa place dans la circulation. Un format très proche de celui du nouveau Peugeot 5008 (4,79 m).

## Un moteur mais 4 niveaux de finition pour le Santa Fe

Pour satisfaire les normes antipollution Européennes, la gamme Du Hyundai Santa Fe ne s'articule qu'autour d'une version hybride rechargeable dont la puissance cumulée est de 265 ch. Un attelage reposant sur un moteur à quatre cylindres essence 1,6 turbo fort de 160 ch et 253 Nm et une machine électrique de 98 ch et 304 Nm qui lui permet d'être homologué pour des émissions de CO<sub>2</sub> de 38 g par km pour une consommation de carburant de 1,6 l/100 km. La batterie de type lithium ion-polymère d'une capacité de



13,8 kWh autorise une autonomie en mode électrique de 58 km et même jusqu'à 69 km en cycle urbain.

Le Hyundai Santa Fe est décliné sous quatre niveaux de finition baptisés Intuitive, Creative, Executive et Calligraphy. Ses prix débutent à 59 500 € et atteignent 69 500 €. Tandis que les options se limitent à la peinture métallisée facturée 1 000 € ou une peinture mate qui reste l'apanage des finitions hautes Executive et Calligraphy au prix de 1 500 €. Enfin, le câble de recharge Type 2 / Type 2 ou bien Type 2 / prise domestique est vendu en accessoire 509 € dans les deux cas.

### Les prix du Hyundai Santa Fe 2024

- Intuitive : 59 500 €
- Creative : 62 500 €
- Executive : 66 500 €
- Calligraphy : 69 500 €

## NOUVELLE MAZDA 6

# En propulsion, hybride ou électrique

**L**a nouvelle EZ-6 est une Mazda 6 à roues arrière motrices que vous pourrez commander avec un groupe motopropulseur tout électrique ou hybride avec prolongateur d'autonomie. À l'instar de la Ford Mondeo et de l'Opel Insignia, la Mazda 6 a quitté le marché européen par la petite porte. Le constructeur japonais parle depuis un certain temps d'un successeur qui reprendrait l'architecture modulaire SMSS (Skyactiv Multi-Solution Scalable) sur laquelle reposent le CX-60 et le nouveau CX-80. Mais pour l'instant, ces projets n'avaient pas dépassé le stade de merveilleux concept-cars. Jusqu'à présent, car au salon Auto China, Mazda présente cette EZ-6. La carrosserie de la nouvelle Mazda EZ-6 mesure 4,92 m de

long et semble très familière, puisque ses lignes reprennent à peu près toutes les traits typiques du design Kodo que nous connaissons sur les modèles plus récents du catalogue. Malgré les phares acérés, le spoiler arrière actif et les blocs de feux arrière ornés d'éléments ronds, le design est beaucoup plus audacieux que ce à quoi le CX-60 nous a habitués. Il s'agit donc d'une Mazda 6 destinée au marché chinois, conçue en collaboration avec Changan.

### Hybride ou électrique

La Mazda EZ-6 est en fait une Deepal SL03 chinoise, vendue en République populaire par Changan Auto. Le constructeur japonais limite son engagement en habillant la plateforme existante avec sa propre carrosserie



et un intérieur amélioré, dominé par un système d'infodivertissement central avec un écran tactile de 14,6 pouces. Mais ne cherchez pas le moteur quatre cylindres hybride rechargeable de la Mazda 6, ni le six cylindres Diesel.

L'EZ-6 est une Mazda 6 propulsion et électrifiée. Vous aurez le choix entre une motorisation 100 % électrique, qui promet une autonomie d'environ 600 km, et une motorisation hybride avec prolongateur d'autonomie, qui porte le rayon d'action à environ 1000 km. À noter qu'il ne s'agit pas de chiffres WLTP, puisqu'ils sont calculés selon le protocole chinois CLTC. Le constructeur japonais n'en dit pas plus sur les spécifications et les performances. Peu importe, sous cette forme, l'EZ-6 n'arrivera pas en Europe.

## LG SHOWCASE MEA 2024

# Les principales gammes de produits LG Electronics présentées

LG Showcase MEA 2024 a accueilli, mercredi dernier, des invités et des partenaires à Abu Dhabi pour leur permettre de découvrir en personne les dernières nouveautés de la marque.



L'événement de deux jours qui s'est tenu à l'hôtel Conrad Abu Dhabi Etihad Towers à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis, a accueilli plus de 500 invités qui ont pu découvrir toutes les nouvelles innovations de LG Electronics qui seront déployées dans la région. Le LG Showcase, qui revient après le succès de l'année dernière, créera une plateforme commune pour découvrir les innovations uniques de LG Electronics axées sur le client et réaffirme la vision de l'entreprise qui consiste à mettre sur le marché des produits innovants qui améliorent l'expérience globale du client. L'événement s'articule autour du thème « Réinventer ensemble », qui exprime l'engagement et la passion de la marque à l'égard de ses clients et de leurs besoins. M. Il Hwan Lee, directeur général de LG MEA Region, a déclaré : « Nous avons connu un énorme succès lorsque nous avons organisé à nouveau l'événement LG Showcase MEA l'année dernière et nous sommes ravis de constater le même succès pour l'événement d'aujourd'hui. C'est un grand plaisir de présenter nos dernières innovations et de donner à nos invités la chance de les découvrir de première main. Nous sommes heureux de constater l'amour et l'appréciation que suscite chaque produit et nous sommes impatients d'en présenter d'autres dans cette région ». Il a ajouté : « Cet événement est une plateforme qui présente non seulement nos produits, mais qui réitère également notre engagement envers nos clients. Cet événement sert également de plateforme pour établir des contacts avec nos partenaires commerciaux et favoriser les relations, un autre élément essentiel de notre travail. » L'événement à grande échelle a également accueilli plusieurs zones d'exposi-

tion, où les produits de LG Electronics ont été présentés dans leur scénario d'utilisation idéal. Il y avait notamment une zone de héros avec le LG SIGNATURE WIRELESS OLED M de 97 pouces, le premier téléviseur grand public au monde doté de la technologie ZeroConnect qui permet le transfert de vidéo et d'audio 4K, sans fil, à 120 Hz. L'innovant StanbyME Go de LG était également présenté, l'écran intelligent FHD de 27 pouces qui se présente sous la forme d'un sac de transport avec une batterie de trois heures intégrée qui permet une portabilité ultime et en fait un compagnon idéal pour une utilisation en extérieur, comme les pique-niques et les barbecues. L'événement a mis en lumière les dernières innovations de LG Electronics en matière de processeurs et de logiciels avec le nouveau processeur  $\alpha$  (Alpha) 11 qui sera utilisé dans ses téléviseurs phares et le dernier WebOS respectivement. Le processeur  $\alpha$  (Alpha) 11 sera activement utilisé dans les téléviseurs phares pour de puissantes fonctions d'intelligence artificielle qui améliorent l'expérience visuelle, tandis que le nouveau WebOS apporte un écran d'accueil remanié avec des cartes de titre plus larges et des tuiles plus fluides. Le nouveau WebOS s'étendra à 300 marques de téléviseurs et à 3 500 partenaires de contenu, y compris des partenaires locaux, et verra le nombre de ses utilisateurs actifs multiplié par 20 dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Une zone dédiée aux produits audiovisuels était également présente, y compris les derniers haut-parleurs XBOOM qui produisent des sons puissants et audacieux avec des basses puissantes. Il s'agissait notamment du LG XBOOM XL9T, le haut-parleur de fête le plus

puissant de sa catégorie, et de sa variante plus petite, le LG XBOOM XL5S, d'une puissance de 200 W, doté d'un effet d'éclairage pixellisé dynamique offrant des motifs d'animation, un égaliseur visuel ou même des personnages, ce qui en fait l'accessoire parfait pour passer du temps entre amis ou un incontournable des fêtes. LG CineBeam Q, le très attendu, élégant et plus petit projecteur portable 4K de LG, a été l'une des principales attractions. Ce puissant projecteur laser 4K offre non seulement une qualité d'image époustouflante, mais aussi toute une gamme de fonctions de diffusion en continu, tandis que son design minimaliste s'adapte à tous les intérieurs. La zone IT, quant à elle, a présenté la dernière gamme de moniteurs de jeu LG UltraGear OLED, dont le nouveau 32GS95UE, le premier moniteur de jeu au monde certifié VESA Dual Mode, ainsi que le LG MyView Smart Monitor, un must-have pour la productivité et le divertissement. Pour couronner le tout, LG Electronics a présenté le LG MAGNIT (modèle LSAL006), un superbe écran Micro LED d'une résolution de 4K (3840 x 2160), qui offre une qualité d'image inégalée grâce à la brillance de la technologie Micro LED, idéale pour un usage personnel et professionnel. Pour la vente au détail, LG a présenté les écrans OLED transparents, qui ont été mis en évidence dans la zone d'expérience du café LG. La zone d'exposition comprenait également un espace consacré aux appareils électroménagers, notamment aux lave-linge et aux solutions de climatisation, ainsi qu'aux solutions encastrables haut de gamme de la marque. Dans cette zone se trouvait le réfrigérateur Moo-

dUP™, qui ajoute une personnalité unique à toute cuisine domestique avec le summum de la personnalisation en permettant aux utilisateurs de choisir parmi 22 couleurs pour le panneau supérieur de la porte et 19 couleurs pour le panneau inférieur. Outre son esthétique visuelle, le nouveau réfrigérateur LG MoodUP™ est doté de trois portes à panneaux LED et d'une quatrième porte transparente. L'ensemble de cuisine intégrée LG était également exposé, une gamme unique qui comprend un four InstaView™, un lave-vaisselle QuadWash™, un réfrigérateur à congélateur inférieur et un four à micro-ondes, permettant aux clients de construire plus facilement une expérience tout compris alimentée par LG Electronics. Étaient également exposées ses unités de climatisation résidentielles, telles que la gamme ARTCOOL qui dispose du LG DUAL InverterCompressor™, un élément essentiel qui apporte un refroidissement puissant sans affecter l'efficacité. Était également exposée la nouvelle solution de blanchisserie WashTower™ Compact de LG, qui met l'accent sur l'efficacité et l'espace en combinant à la fois un lave-linge et un sèche-linge avec un panneau de commande tout-en-un et une IA avancée dans une seule unité d'une capacité de 13 kilogrammes pour le lave-linge et de 10 kilogrammes pour le sèche-linge. LG Electronics a également mis en place des zones « Life Style », avec une gamme de produits adaptés. Il s'agissait notamment de la configuration de la maison alimentée par ThinQ, d'une configuration de café élégante et d'une configuration de camping. Pour plus de détails sur la gamme de produits de LG Electronics, veuillez consulter : [www.lg.com](http://www.lg.com)

Mots fléchés

Merveilleux spectacle	Tué	Prénom féminin	Soutèments	Réciter bêtement	Risqua de l'argent	Affluent de l'Arno
Qui dépend des occasions	Tache de son		Instrument à cordes		Calcium	L'Irlande
Bloc de pierre		N'admit pas la réalité des choses		Havre de paix		
Sport		Épouvantable		Désœuvrement		
					Perroquet	
					Fils d'Anchise	
Le château inspira la Belle au Bois Dormant Première ville impériale du Maroc			Qui est de la nature de l'âne		Apparaître	Heureux
			Obtenue			
		Train de banlieue		Sous préfecture de l'Yonne		Jadis Ceylan
		Personne qui achète				
Roues creusées d'une gorge	Naturel		Blafarde			
			Lava			
				Sans succès	Rôda	
Soldat américain	Pièce bancaire		compagnie de		Réside ici (ci)	
	Glorification					
		Haussât			Plante à caïeux	Massacre
		Héritaire			Monoxyde de soufre	
Soupe			Oiseaux migrateurs			
Comté anglais					Il y a celui des champs et celui des villes Qui a huit angles et huit côtés	
		Affluent du Danube		Lac des Pyrénées		Lettre grecque
		Un théâtre à Milan		Crevasses		Saule de petite taille
Bêtes de somme			Partie d'une église			
Ouvre-boîte			Pomme chantée avec la pomme d'ap		En stock pour Hergé	
		Brûlé			Souverain	
Orient	Qualité d'une huile			Expédition		Remplace le RMI
		Attachant			Gouverne	
		Se présenter			Possessif	
Personne	Camionnette			Chanteurs à voix		Accessoire de protection ou de mode
	Vêtement féminin			Cavité naturelle		
			Pour relier	Résidu de la mouture de froment		Argent
				Pronom personnel		Blanc pour les employés
Atome					Il peut être à main mais aussi à dos	
Région désertique en Asie		Un centre à la poste			Épreuve d'effort en médecine	Fût changée en génisse
			Mince plaque d'acier			
					À une grande distance	
Impatientes						Département français

## Le GECF s'attend à une croissance de 2% de la demande mondiale en 2024

La demande mondiale de gaz devrait augmenter de 2%, stimulée notamment par les besoins de plus en plus croissants et la reprise de l'activité économique, a indiqué le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) dans un nouveau rapport. "En 2024, la demande mondiale de gaz devrait augmenter de 2%, tirée par la stabilisation de la baisse des prix. A l'échelle mondiale, la consommation de gaz dans les secteurs de la production d'électricité, industriels et résidentiels va connaître une hausse. La baisse des prix mondiaux du gaz a amélioré sa compétitivité dans la production d'électricité, facilitant ainsi une transition accrue du charbon vers le gaz", est-il souligné dans le rapport annuel sur le marché du gaz 2024 (Annual Gas Market Report-AGMR) publié sur le site-web du Forum.



### LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA L'A SOULIGNÉ

#### Importance de renforcer les relations algéro-canadiennes

Le président de la Chambre des Communes du Canada, M. Greg Ferguson, a souligné, jeudi à Alger, l'importance de renforcer les relations entre l'Algérie et le Canada, qui célèbrent le 60ème anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques. Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le président de la Chambre des Communes du Canada a indiqué que sa visite en Algérie a été "fructueuse", soulignant "l'importance d'œuvrer au renforcement des relations bilatérales". Il a ajouté que sa rencontre avec le président de la République a permis d'aborder "plusieurs questions qui préoccupent l'Algérie et le Canada, qui célèbrent le 60e anniversaire de l'établissement de leurs relations, faites d'amitié et d'échanges culturels et économiques", relevant à ce titre que "les échanges bilatéraux vont dans le sens de renforcer davantage les relations bilatérales". M. Ferguson a indiqué avoir évoqué avec le président de la République le rôle de la communauté algérienne établie au Canada, de par sa "culture et sa créativité". Il a ajouté que sa visite en Algérie lui a permis de "rencontrer des responsables politiques, des hommes d'affaires, des universitaires, des chercheurs académiques et des représentants de la société civile qui œuvrent ensemble pour l'édification et le bien-être de l'Algérie".

### GLISSEMENT DE TERRAIN SUR LA RN 43

#### Rakhrouh ordonne l'ouverture d'une déviation

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, a ordonné, mercredi, sur le site du glissement de terrain ayant provoqué l'effondrement partiel (sur 100 m) de la route nationale n 43, «l'ouverture d'une déviation pour assurer un trafic routier normal entre les wilayas de Jijel et de Bejaia, en tant que priorité absolue». Le ministre a précisé que le plan d'action doit s'articuler autour de trois priorités, à savoir «accélérer prioritairement l'ouverture d'une déviation alternative pour assurer un trafic routier normal entre les wilayas de Jijel et de Bejaia», la «détermination des causes réelles du glissement, en dehors du facteur naturel, pour définir le procédé d'intervention, en seconde priorité», et la «prise en charge totale des 29 familles évacuées des logements affectés par le phénomène». M. Rakhroukh a souligné, dans le même contexte, que «tous les moyens nécessaires ont été prévus pour un retour à la normale, qu'il s'agisse de la mise en place de l'enveloppe financière requise, de la désignation de bureaux d'études et d'expertise, ainsi que des entreprises de réalisation pour la remise en état de la route».

## PÉTROLE

# Un conflit plus large au Moyen-Orient pourrait pousser le prix du baril à plus de 100 \$

Dans un rapport intitulé «Commodity Markets Outlook April 2024», la Banque mondiale souligne qu'une intensification du conflit au Moyen-Orient pourrait non seulement pousser les cours de l'or noir à la hausse, mais aussi faire grimper les prix du gaz naturel, des engrais et des denrées alimentaires. Alors que les tensions entre l'Etat sioniste et l'Iran restent vives, une escalade du conflit au Moyen-Orient pourrait provoquer des perturbations de l'offre de pétrole et pousser le prix du baril de Brent, qui sert de prix de référence pour une grande partie de la production mondiale de brut, à plus de 100 dollars, a estimé la BM dans un rapport publié ce jeudi 25 avril 2024. Le rapport rappelle que le baril de Brent avait déjà atteint les 91 dollars au début du mois d'avril dans le sillage de la frappe israélienne ayant visé la section consulaire de l'ambassade d'Iran dans la capitale syrienne, avant de revenir sous ce seuil inégalé depuis le mois d'octobre 2023.

Si les tensions géopolitiques restent limitées au conflit qui oppose Israël au mouvement palestinien Hamas dans la bande de Gaza, les prix du baril devraient atteindre en moyenne 84 dollars cette année, avant de redescendre à 79 dollars de moyenne en 2025. Cela reste cependant supérieur à la moyenne de long terme observée avant la pandémie de covid-19. Entre 2015 et 2019, le prix moyen du baril de Brent était autour de 57 dollars. La Banque mondiale souligne en outre qu'un conflit plus large au Moyen-Orient pourrait non seulement pousser les cours de l'or noir à la hausse, mais également faire grimper les prix du gaz naturel, des engrais et des denrées alimentaires. Cela aurait un impact significatif sur l'économie mondiale en faisant repartir l'inflation, sous l'effet d'une hausse des prix de l'énergie. Et même sans une montée des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, la stabilisation des cours mondiaux des matières premières ne permettra pas une poursuite

de la tendance désinflationniste observée au cours des deux dernières années. Entre la mi-2022 et la mi-2023, les cours mondiaux des produits de base avaient en effet chuté de près de 40 %, contribuant fortement à la réduction d'environ 2 points de pourcentage de l'inflation mondiale entre 2022 et 2023. En revanche, depuis le deuxième semestre de l'année dernière, l'indice des prix des produits de base de la Banque mondiale est resté globalement inchangé. Sans une recrudescence des tensions géopolitiques, les prévisions de la Banque tablent sur une baisse de 3 % des prix mondiaux des produits de base en 2024 et de 4 % en 2025. Ces baisses ne seront guère suffisantes pour juguler une inflation qui, dans la plupart des pays, reste supérieure aux cibles des banques centrales, les prix des produits de base se maintenant à un niveau d'environ 38 % plus élevé que celui enregistré en moyenne au cours des cinq années précédant la pandémie.

Synthèse R.E.

EN 2024

## Les cours du sucre brut pourraient gagner près de 20 % en glissement annuel

En 2023, le sucre a fait partie des matières premières agricoles dont les prix ont augmenté. Alors que les inquiétudes persistent sur l'offre, le produit de base pourrait encore enregistrer cette année une hausse. A New York, la livre (0,45 kg) de sucre brut pourrait valoir en moyenne 24,5 cents cette année. C'est ce qu'indiquent les résultats d'un sondage de 12 négociants et analystes relayés par Reuters. Ce prix anticipé serait en hausse de près de 20 % par rapport au

niveau atteint l'année dernière (20,58 cents) et devrait résulter des inquiétudes sur le resserrement de l'offre mondiale. Si le Brésil devait continuer à porter la production en 2024/2025 notamment grâce à sa région Centre-Sud où les usines privilégient la production de sucre à la fabrication d'éthanol, cette tendance ne devrait pas suffire à apaiser les tensions sur le marché. En Inde, second fournisseur du sucre, la production de la denrée de base est ainsi attendue

à 29 millions de tonnes en 2024/2025 contre un stock de 31,6 millions de tonnes prévu durant l'actuelle saison 2023/2024. Selon les sources de marché, la mauvaise situation de l'Inde devrait contribuer à un déficit d'environ 700 000 tonnes durant la nouvelle campagne démarrant en octobre prochain contre un surplus de 500 000 tonnes anticipé cette saison. «Le marché du sucre reste sous pression. La dépendance envers une seule source d'ap-

provisionnement n'est pas souhaitable. La région Centre-Sud ne peut pas à elle seule sauver le marché. Sans une croissance en Inde, la production mondiale de sucre chutera durant la nouvelle saison», indique le courtier Czarnikow. Plus globalement, selon les analystes, les cours du sucre blanc devraient aussi grimper de 17 % par rapport à 2023 en clôturant cette année autour de 700 \$ la tonne.

### RÉUNION CONSULTATIVE ENTRE LES DIRIGEANTS DE L'ALGÉRIE, DE LA TUNISIE ET DE LA LIBYE

## Une «réussite», selon Attaf

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a affirmé, jeudi à Alger, que la 1ère Réunion consultative ayant récemment regroupé, à Tunis, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le président tunisien, M. Kaïs Saïed, et le président du Conseil présidentiel libyen, M. Mohamed Younes El-Menfi, était une "réussite", assurant qu'elle n'était motivée par aucune conjoncture particulière et qu'elle n'était pas une alternative à l'Union du Maghreb arabe (UMA). Lors d'une rencontre avec les représentants de la presse nationale pour passer en revue les efforts diplomatiques de l'Algérie

concernant plusieurs dossiers et questions d'actualité, M. Attaf a affirmé que la Réunion consultative entre les trois dirigeants à Tunis "n'est dirigée contre aucune partie", assurant que l'Union du Maghreb arabe demeurerait "un projet et un objectif historique" et que la porte des consultations restait "ouverte à tous si l'intention et la volonté politiques sont réunies". Et de préciser que le président de la République "a envisagé cette initiative depuis longtemps et l'a évoquée avec les dirigeants des pays du Maghreb arabe et leurs ministres des Affaires étrangères lors de leurs différentes visites dans notre pays", faisant remarquer que "l'Afrique du Nord et le Maghreb arabe

sont pratiquement la seule région au monde dépourvue d'un mécanisme de consultation régulière et périodique entre les pays de cet espace". C'est pourquoi "Monsieur le président de la République a toujours insisté sur la création d'un mécanisme pour combler ce vide et faire entendre la voix de la région dans tous les fora internationaux et régionaux", a-t-il expliqué. La région du Maghreb arabe "compte des dossiers qui font l'actualité internationale, comme le dossier libyen et celui de la région sahélo-saharienne", a-t-il dit, regrettant que "tous les pays s'immiscent dans ces dossiers, sauf ceux de la région, qui sont pourtant les premiers concernés".